

LE RETOUR DES SPORTS RÉTRO

la Presse
cyberpresse.ca

Joyeuse Halloween!
Cahier Montréal Plus, page E1

MONTRÉAL | MERCREDI 31 OCTOBRE 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118^e ANNÉE > NO 12 > 80 PAGES > 6 CAHIERS | 60 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

Le thé chez les talibans



PIERRE FOGLIA
envoyé spécial
EN AFGHANISTAN

MÂKAKI — Savez ce que dit ma petite voisine quand sa mère finit par accepter qu'elle aille à un party? Yessss! Dimanche soir, c'est ce que nous avons dit aussi: yessss! Nous n'allions pas à un party, mais presque. Nous allions prendre le thé chez les talibans. Mon dieu! Et moi qui n'ai rien à me mettre...

Plus d'une semaine qu'on se faisait niaiser. Les deux derniers jours, pour se donner l'impression d'avancer, on s'était installé à Zabol, ville frontalière désespérée, obscurcie par un perpétuel nuage de poussière venu du désert. On vit à Zabol comme dans le sac d'un aspirateur. Même les coquerelles ne résistent apparemment pas à ce régime, on n'en a trouvé que des mortes à notre hôtel.

Nous sommes partis aux aurores lundi, dans deux véhicules du Croissant-Rouge iranien. Nous: deux médecins grecs, un médecin français, un médecin guatémaltèque, deux interprètes, une nutritionniste britannique, deux représentants de Médecins du monde Canada — Jean-Philippe Tizi coordonnateur, et le Dr Amir Khadir de l'hôpital Le Gardeur, Iranien de naissance, élevé sur le Plateau. Et deux journalistes, Pierre Mignault du *Point* qui tourne un truc sur Khadir justement, et moi.

Passé Doust Mohammad, dernier village iranien, une piste de terre mène à la frontière. Une douzaine de talibans en armes, turbans noirs et barbes de la longueur réglementaire (la longueur de la paume de la main) nous accueillent fraîchement. Notre visite les contrarie, mais les ordres sont visiblement de ne pas nous emmerder. Ils ne nous demanderont aucune pièce d'identité. Ne nous fouilleront pas. Nous poseront une seule question: «Y a-t-il des Américains dans votre groupe?» Non, pas d'Américains (mais une Britannique qui se fait toute petite).

Ils baissent la corde tendue entre deux piquets. Nous voilà en territoire ennemi.

Mâkaki, misérable village afghan, n'était pas si misérable il y a seulement une dizaine d'années. On cultivait ici du blé, des lentilles et du maïs. Une incroyable sécheresse — il n'a pas plu depuis cinq ans — a tari la rivière qui irriguait la plaine. L'oasis est retournée au désert. Les terres sont devenues poussière. Quand le vent se lève, il faut parfois déblayer la poussière des chemins comme la neige chez nous.

Ismaël est le paysan le plus prospère de Mâkaki. Au début du mois, avec son vieux camion russe, il est allé visiter des amis un peu plus haut dans la province. Quand il est revenu, les gens du village l'ont averti: Vite Ismaël, les talibans veulent te voir. Ismaël s'est précipité.

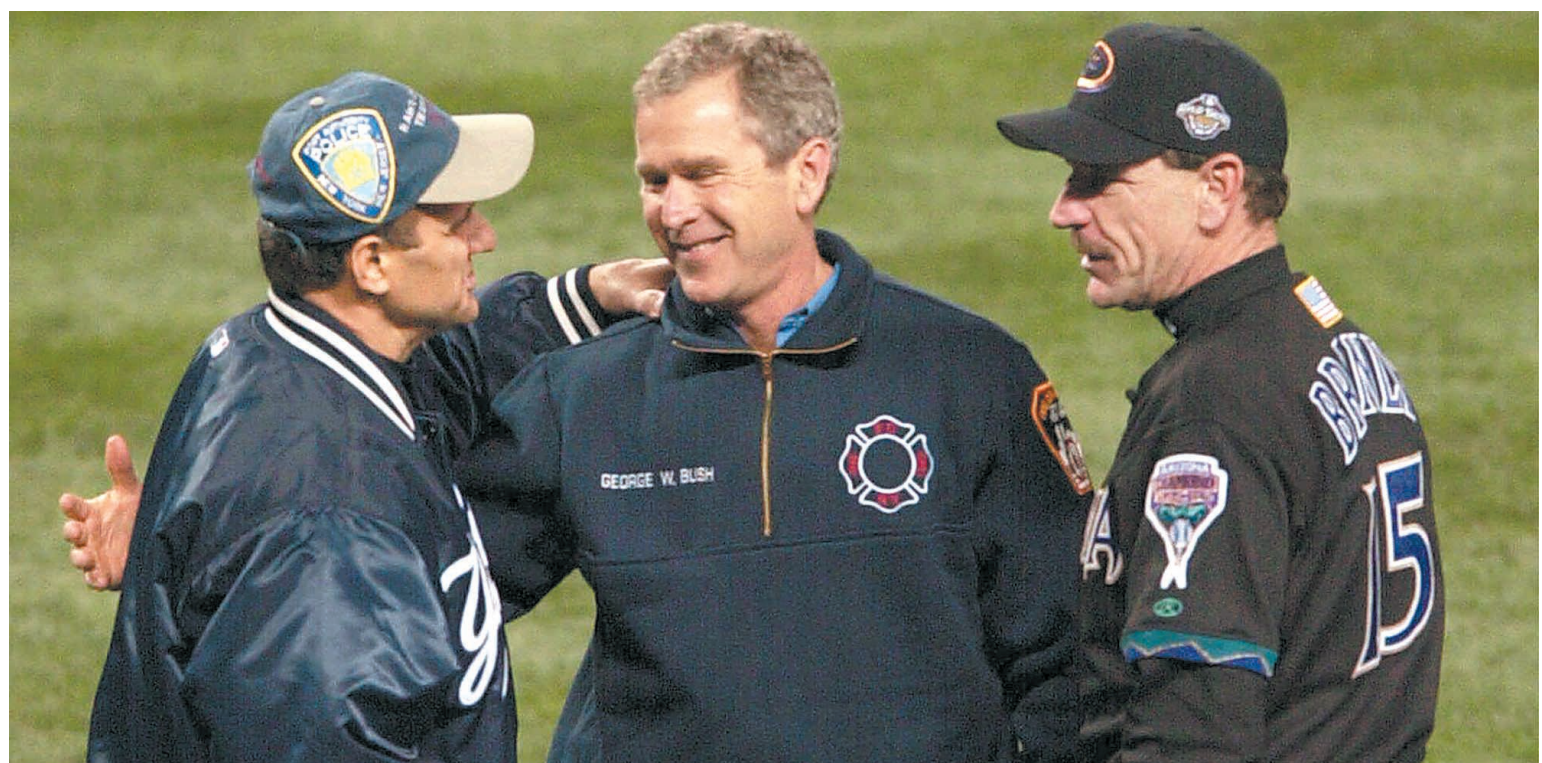
Ismaël, mon vieux, l'a averti le commandant des talibans, Ismaël, on a réquisitionné tes terres pour y établir un camp de réfugiés. Allah te revaudra ça. T'es content?

Très content, mon commandant.

Je savais que tu étais un bon musulman, a dit le commandant.

Il y a maintenant 1000 tentes dans le champ d'Ismaël, 4734 réfugiés venus d'aussi loin que Mazar-e-Charif, Kaboul, Toqan, Herat, Kandahar.

Voir FOGLIA en A2



Le président George W. Bush a échangé quelques mots avec l'entraîneur-chef des Yankees, Joe Torre (à gauche), et celui des Diamondbacks, Bob Brenly, après avoir lancé la première balle du troisième match de la Série mondiale, hier à New York.

Photo AP ©

ALEXANDRE SIROIS

WASHINGTON — La vie des Américains doit suivre son cours normal malgré la menace terroriste. C'est ce que le président George W. Bush répète depuis la mi-septembre, et c'est aussi ce qu'il a cherché à démontrer hier soir à New York en inaugurant le troisième match de la Série mondiale. Pourtant, mis à part sa présence au Yankee Stadium, les Américains n'ont rien eu de rassurant à se mettre sous la dent.

Au lendemain de l'annonce d'une seconde alerte générale en moins d'un mois, le gouvernement lui-même nageait en plein paradoxe. Quelques heures avant que M. Bush n'expédie une balle de baseball dans le gant d'un joueur des Yankees, on apprenait que le vice-président Dick Cheney était, pour sa part, loin de se comporter de façon naturelle. Il a de nouveau été conduit dans un lieu sûr et secret.

Ce sont toutefois les plus récentes nouvelles de la crise bioterroriste qui nourris-

sent le plus d'inquiétudes. La confirmation de deux nouveaux cas de maladie du charbon, à New York et au New Jersey, porte à croire qu'il n'est pas nécessaire d'avoir été exposé à des lettres contenant la bactérie responsable de la maladie pour être infecté.

Le cas le plus grave est celui d'une femme de 61 ans, employée d'un hôpital de New York, qui a contracté la forme pulmonaire de la maladie du charbon.

Voir BUSH en A2

Bourque reprend une légère avance

MARIE-CLAUDE GIRARD

À QUELQUES JOURS des élections, la lutte demeure toujours aussi serrée entre les deux principaux candidats à la mairie de Montréal, Pierre Bourque ayant repris une légère avance sur Gerald Tremblay, avec 39,8 % contre 36,1 % des intentions de vote, selon un récent sondage SOM-*La Presse*/Radio-Canada.

Les appuis de Gerald Tremblay dans l'actuelle ville de Montréal plafonnent à 29,2 % tandis que Pierre Bourque a regagné la faveur de 47,9 % de ses citoyens. Au contraire, en banlieue, le candidat de Vision Montréal recueille 29,5 % des intentions de vote, une légère progression depuis les derniers sondages, alors que son adversaire de l'Union des citoyens de l'île de Montréal a chuté légèrement à

La Presse
se prononce
L'éditorial d'André Pratte
— page 18

près de 45 %, indique le sondage réalisé du 19 au 28 octobre auprès de 1191 personnes. Au début du mois d'octobre, un autre sondage SOM/*La Presse* donnait une maigre avance à M. Tremblay, (38,7 % contre 36 %).

Si celui-ci est élu, ce ne sera pas parce

qu'il aura brillé durant la campagne électorale: 41,1 % des gens estiment que Pierre Bourque a mené la meilleure campagne contre 29,6 % pour Tremblay. En fait, 17,6 % des partisans de Tremblay jugent que son rival a mené une meilleure campagne.

Qu'est-ce qui fera basculer le vote? Le secret réside dans le taux de participation au scrutin de dimanche ainsi que dans le choix des indécis, qui demeurent très nombreux à une semaine du scrutin: plus d'un électeur sur cinq.

La fragilité de l'avance de Pierre Bourque ne tient pas tant à l'idée — peut-être non fondée — que les gens de la banlieue

Voir BOURQUE en A2
Les tableaux et l'analyse en A3

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Actuel	B1-B8	<i>La Presse Affaires</i>
Arts et spectacles	C1-C8	D1-D23
- télévision	C2	A2, A6
Bandes dessinées	E8	Monde A14-A16
Yves Boisvert	A5	Montréal-Plus E1-E3
Bridge	E5	Mots croisés E8
Carrières	D6, D7	Mot mystère E8
Décès	E6, E7	Petites annonces D18
Éditorial	A18	- immobilier D18, D19
Étes-vous observateur?	D18	- marchandises D19
Feuilleton	E8	- emplois D19, E4
Forum	A19	- automobile E4, E5
Horoscope	E5	- affaires D2
		Politique A9-A12

MÉTÉO Voir S16
Nuageux et pluvieux
Maximum 5 > minimum 2

1
3
4
6

6 21924 98765 1

Marois racle les fonds de tiroirs

Un congé de taxe pour les entreprises

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le plan de relance du gouvernement prévu dans le budget de Pauline Marois atteindra environ 2,8 milliards de dollars.

Pour gonfler les chiffres de son effort de relance économique dans le budget de jeudi, comme l'a appris *La Presse*, Québec a réuni plus de 500 millions en travaux tirés des cartons de ses sociétés d'État, qu'il a ajoutés à ses propres projets d'immobilisation, venus surtout des réseaux de la santé et de l'éducation.

Les contribuables ne bénéficieront pas de réductions d'impôts autres que celles déjà annoncées dans le budget du printemps dernier, mais les petits entrepreneurs pourront finalement obtenir le congé qu'ils réclamaient depuis longtemps sur la taxe sur le capital.

Cette taxe, actuellement de 0,64 %, est dénoncée par les manufacturiers. Québec établirait un seuil à partir duquel les investissements en capital seront taxés, ce qui se transposerait en congé de taxe sur le capital pour les petites entreprises — 1500 PME en région en étaient déjà exemptées. On estime que la taxe sur le capital fait entrer grosso modo 1,5 milliard par année dans les coffres de Québec, le tiers des impôts versés par les entreprises.

Dans le réseau de la santé, il faut prévoir 500 millions d'investissements, dont une partie importante en achat d'équipement médical. L'an dernier, le rapport du vérificateur général montrait du doigt un ensemble d'appareils désuets, surtout dans le secteur de l'imagerie médicale.

On vise la création d'environ 20 000 emplois avec ce plan de relance, soit le niveau d'emploi que l'on prévoit perdre l'an prochain à cause du ralentissement économique.

Fonds de tiroirs

Mais déterminé à grossir les chiffres, Québec a vraiment raclé les fonds de tiroirs dans sa liste de projets d'immobilisation à devancer. On tiendra même compte de projets de nouvelles succursales de la Société des alcools et l'agrandissement du stationnement du Casino de Hull. Investissement Québec sera mis à contribution avec son programme FAIRE.

Voir MAROIS en A2

Hydro-Québec : le retour des hausses

Après une trêve de six ans, Hydro-Québec recommencera à augmenter ses tarifs chaque année, dans le but avoué de devenir plus rentable. L'augmentation prévue est de 1,5 % en 2004, 1,6 % en 2005 et 2 % en 2006, soit l'équivalent du taux d'inflation prévu par la société d'État dans le plan stratégique 2002-2006 qui a été rendu public hier. Le produit de ces augmentations de tarifs sera de 354 millions sur trois ans. Hydro se portera mieux, a soutenu son président, M. André Caillé.

Voir nos informations en page D1

j'ai besoin de vacances .com • j'ai besoin de vacances .com • j'ai besoin de vacances .com • j'ai besoin de vacances .com

Forfaits tout inclus

à partir de

Puerto Plata	865 \$	Puerto Vallarta	898 \$
Cayo Coco	898 \$	Super Club	1049 \$
Holguin	805 \$	Cancun	1099 \$
Varadero	798 \$	Punta Cana	958 \$

Taxes incluses

La Tunisie

Offre exceptionnelle
22 jours / 40 repas

1 299\$ + taxes 48 \$

Espagne
Costa Del Sol

4 sem. à partir de
1 199\$
À partir de
incluant 2 nuits à Paris
ou 1 nuit Zurich/Bruxelles
Taxes 38 \$

Côte d'Azur

3 sem. à partir de 1088\$
4 sem. à partir de 1348\$

Incluant: vol, hébergement,
taxes d'aéroport,
représentant à destination

multi-voyages
la mega agence

(514) 858-0011 • 1 888 302-6221
jaibesoindenvacances.com
Ouvert le dimanche jusqu'à 20 h

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



Pénurie de marmitons français

La cuisine française, la vraie, celle de l'escalope de saumon à l'oseille et de la poularde de Bresse rôtie à la broche, est-elle en danger faute de bras ? Alain Ducasse n'a sans doute pas de difficulté à recruter du personnel, mais l'Hexagone vit tout de même une pénurie de 30 000 cuisiniers et serveurs. Si rien n'est fait pour attirer la relève, la profession d'aubergiste et « l'honneur » de la France risquent d'en prendre un grand coup.

À lire demain dans le cahier Actuel.

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Commerce électronique : où en est-on ? cyberpresse.ca/commerceelectronique

> De Harry Potter à Saku Koivu : plus de 150 dossiers cyberpresse.ca/dossiers

> Passez l'Halloween sur le Web cyberpresse.ca/halloween

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



> Le budget québécois

Que nous réserve le budget de Pauline Marois ? À lire demain.



> Vivre en ville

Les enjeux électoraux dans le cahier Montréal Plus : demain, les pompiers.



> Coup de coeur francophone

Un avant-goût de ce festival de la chanson, demain dans le cahier Arts et Spectacles.

LOTERIES

LA QUOTIDIENNE

> À trois chiffres : 1-3-4

> À quatre chiffres : 6-0-9-9

SUITES DE LA UNE

FOGLIA

Suite de la page A1

Ismaël se promène entre les tentes en propriétaire, salue les gens... Il nous a dit qu'il se sentait « comme un oiseau dans la main d'un géant ». Je suis sûr de mon traducteur, je suis moins sûr du sens qu'il faut donner à cette poétique échappatoire n'ayant jamais été oiseau moi-même, encore moins dans la main d'un géant.

Samedi dernier, je terminais ma chronique en vous disant que j'essayais d'entrer au camp de Mākaki « où la situation est semble-t-il cahoteuse ». La preuve qu'il ne faut jamais se fier aux on-dit : la situation à ce camp n'est absolument pas chaotique. Un modèle de camp. Des besoins bien sûr, entre autres un évident besoin de médecins et de médicaments, mais pour le reste, la bouffe, l'eau, l'hygiène, les Iraniens du Croissant-Rouge font une super job.

Vous vous demandez peut-être ce que les Iraniens foutent chez les talibans ? Pourquoi ce ne sont pas les talibans qui prennent le camp en charge puisqu'il est chez eux ? Je vais vous le dire : parce qu'il est impossible de tenir une kalachnikov d'une main et de monter une tente de l'autre, ou de creuser des latrines, ou de prendre un enfant dans ses bras. Alors ce sont les Iraniens du Croissant-Rouge qui font tout cela.

Avouez, vous avez cru que c'était une blague, le thé chez les talibans ? Absolument pas. Nous sommes vraiment attendus pour le thé par le responsable du camp, le commandant taliban Abdulrahim Lalzad. Il est accompagné du gou-

verneur de la province. Cela se passe un peu à l'écart, dans une de ces maisons en argile, à pièce unique, chapeautée d'un dôme. Sont présents tous les gens de notre groupe. Nous avons enlevé nos souliers. Je sens mes pieds qui puent un peu. Une grosse théière en fer bosselé occupe le centre la pièce, un domestique sert le thé comme il se doit, en ébouillantant d'abord chaque verre. C'est Amir Khadir qui assure la traduction.

Le commandant nous souhaite longuement la bienvenue. Dit qu'il compte sur nous pour témoigner de l'injustice dont est victime son pays, pour dénoncer les Américains, les Anglais et M. Chrétien. Non c'est pas vrai, il n'a pas dit un mot de M. Chrétien. Il ajoute que l'Islam n'est en guerre contre personne... Il montrera tout au long de la rencontre, qui a duré près d'une heure, une étonnante modération. Il montrera aussi une certaine culture, notamment avec les médecins grecs. Il se montrera enfin d'une parfaite courtoisie avec la jeune Britannique, bref tout le contraire du rustre qu'on attendait. Mignault lui a demandé la permission de filmer, j'étais sûr qu'il allait dire non. « No problema », a-t-il accepté.

Personne n'a dit de connerie sauf moi. Il n'arrêtrait pas de nous inviter à le solliciter si jamais on avait besoin de lui, n'importe quand, n'importe où. J'ai dit à Amir, demande-lui donc son numéro de cellulaire. Amir a pogné un début de fou rire... Le commandant voulait savoir, Amir lui a répété : « Le monsieur qui est là voudrait avoir le numéro de votre cellulaire. »

BUSH

Suite de la page A1

Elle travaillait près de la salle du courrier au Centre ophtalmologique de Manhattan et se trouve actuellement dans un état critique. Les personnes ayant séjourné dans cet hôpital au cours des deux dernières semaines seront soumises à des tests et traitées par précaution. Une enquête est en cours.

« Comment a-t-elle été contaminée ou comment a-t-elle été infectée est ce que nous tentons de découvrir », a déclaré le directeur du Bureau de la sécurité intérieure, Tom Ridge, lors d'un point de presse à la Maison-Blanche. M. Ridge a aussi été invité à commenter le cas d'une comptable de 51 ans, du New Jersey, qui a contracté la forme cutanée de la maladie. Cette dame, qui est déjà guérie, travaillait à proximité du centre de tri postal de Hamilton, par lequel ont transité certaines lettres contaminées. Elle n'a cependant jamais été en contact avec des lettres ailleurs qu'à la maison et au bureau et elle affirme n'avoir jamais remarqué de courrier suspect.

Des spores de la bactérie auraient-elles pu se déposer sur des lettres inoffensives ? Le porte-parole des postes, John Potter, a dit hier que les terroristes ont peut-être utilisé du papier plus mince pour confectionner les enveloppes

contaminées, ce qui aurait pu permettre aux spores de se répandre.

Malgré ces deux nouveaux cas plutôt douteux, M. Ridge a affirmé que les Américains n'ont pas à se méfier du courrier et peuvent utiliser sans crainte les services postaux. Il n'a pas voulu garantir que les lettres qui ne contiennent pas la bactérie du charbon ne représentent « absolument, positivement, pour toujours » aucun risque, mais il a fait remarquer que 25 milliards de lettres ont été distribuées sans problème depuis la découverte de la première infection. Des spores ont par ailleurs été retracées hier dans deux autres centres postaux de la région de Washington, qui seront rapidement décontaminés.

Condamné pour sa gestion de la crise bioterroriste, le gouvernement américain a également dû essuyer des critiques à la suite de l'alerte générale lancée lundi. Notamment parce que les autorités ont soutenu que les États-Unis seront la cible d'une attaque terroriste au cours des prochains jours sans offrir de détails supplémentaires.

« Les Américains ont entendu tout ce que nous savons », a répliqué le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer. Si des renseignements étaient disponibles, par exemple, sur le lieu où l'État

MAROIS

Suite de la page A1

Québec voudra presser le pas dans la création de places en garde-rs à 5 \$. On en trouve actuellement 165 000, et l'objectif est de 200 000. Québec déliera aussi les cordons de la bourse pour la construction de logements sociaux.

Le budget Marois donnera le feu

vert à des investissements routiers, mais rien d'aussi important que ce qui a été véhiculé dans certains médias, indique-t-on. Les 10 milliards en 10 ans évoqués relèvent de la liste d'épicerie des entrepreneurs de grands travaux, explique-t-on.

Demain, M^{me} Marois recyclera

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca , 7, rue Saint-Jacques, Montréal (QC) H2Y 1K9

La Presse

	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi : 8 h15 à minuit Sam : 10h à minuit Dim : 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi : 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi : 6 h à 2 h Samedi et dimanche : 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi : 6 h30 à 17 h30 Sam : 7 h à midi / Dim : 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi : 8 h00 à 17 h30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi : 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi : 8 h30 à 21 h Vendredi : 8 h30 à 20 h30 Samedi et dimanche : 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi : 8 h30 à 17 h30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi : 8 h30 à 17 h30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi : 8 h30 à 17 h30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

J'ai pas de cellulaire, a sèchement répondu le commandant taliban. Le gouverneur de la province m'a fait des gros yeux noirs. J'ai failli ajouter : C'est pas grave on s'enverra des cartes postales. Mais bon, ne pas trop chatouiller le taliban sous le turban.

C'est Amir qui a posé la question la plus délicate. Et la plus pertinente. Elle tournait autour de la présence de soldats en armes dans un camp de réfugiés. Elle introduisait l'idée que ces camps pourraient servir de centres de recrutement, ou de base de repli, voire d'infirmerie...

Le commandant s'est défendu, la main sur le coeur, il a juré que cela était contraire aux traditions afghanes. C'est bien possible. L'ennui, c'est que le phénomène taliban a commencé exactement comme ça : par le recrutement de milliers de jeunes Afghans dans les camps de réfugiés de Peshawar et de Quetta, au Pakistan, recrutés et envoyés dans des écoles coraniques où ils ont appris cette version dénaturée de l'islam qui est devenue le talibanisme. Plus tard, ils devaient prendre des cours de pilotage, et c'est là qu'on en est, mon vieux.

Nous n'avions pas quitté la case du commandant depuis deux minutes que nous avons entendu monter sa prière. Mon dieu, mon dieu, si par hasard il te demandait la paix, ne laisse pas le vent emporter ses mots avec la poussière.

cyberpresse.ca Pour retrouver en tout temps les chroniques de Pierre Foglia: www.cyberpresse.ca/foglia

sont tellement mécontents de la fusion qu'ils vont aller voter en plus grand nombre, qu'à la difficulté de « faire sortir le vote » chez les électeurs les plus jeunes et les plus pauvres, là où les appuis de Pierre Bourque sont les plus importants, signale le sondeur Guy Larocque. D'expérience, on sait que ces deux catégories vont moins voter, dit-il. Seulement 38,6 % des 18-24 ans ont déclaré qu'ils étaient certains d'aller voter le 4 novembre.

En outre, la méthodologie du sondage surestime peut-être un peu les appuis à Pierre Bourque parce qu'on a pondéré la population comme étant de 60 % à Montréal et de 40 % en banlieue. Or, la proportion d'électeurs est plutôt de 58 % à Montréal et de 42 % en banlieue. En outre, la marge d'erreur est de 3,2 points de pourcentage en plus ou en moins 19 fois sur 20. Conclusion : la lutte est très serrée.

« La campagne antifusion a pu donner l'impression que les gens de la banlieue vont aller voter en plus grand nombre », indique M. Larocque. Mais de ceux qui se disent certains d'aller voter, 66,7 % vivent en banlieue et 59,6 % à Montréal, une différence peu significative, selon le sondeur. En banlieue, le taux de participation traditionnel aux élections municipales varie de 30 % à 50 %, ce qui n'est pas plus élevé qu'à Montréal, plusieurs maires ayant été réélus sans opposition, souligne M. Larocque.

Une grande majorité de Montréalais (71, %) croient que la vie sera aussi ou plus agréable dans la ville fusionnée. Les résidents de la banlieue sont moins convaincus. Ils sont aussi nombreux à croire que la vie sera plus ou aussi belle dans la mégapole qu'à estimer, au con-

traire, qu'elle sera moins douce.

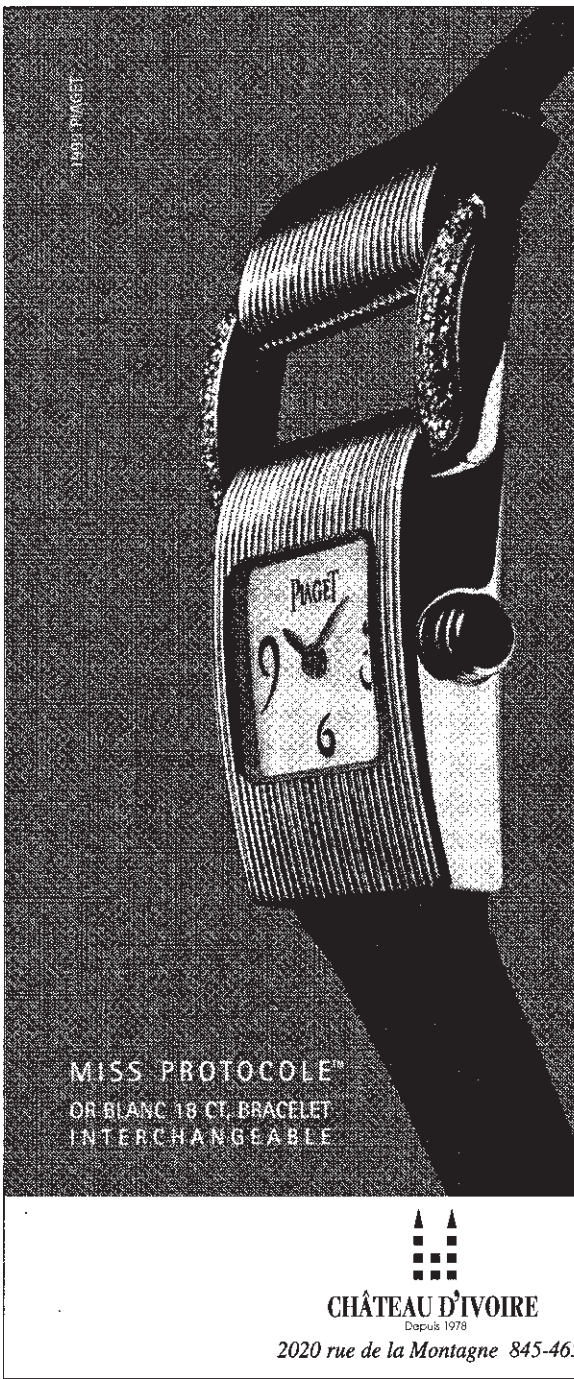
Les clivages

Le sondage révèle des divisions importantes quant aux intentions de vote entre francophones et anglophones, riches et pauvres ainsi que ville-centre et banlieue. Selon qu'on est Montréalais, francophone ou plus pauvre, on a plus tendance à voter pour Pierre Bourque. Selon qu'on est de la banlieue, anglophone ou plus riche, on est plus porté à voter pour Gerald Tremblay.

Ce clivage préfigure les divisions qui risquent de se reproduire au sein de la nouvelle ville. « Je suis un peu inquiet de ce qui va se passer », commente Guy Larocque. Si Pierre Bourque est élu, aura-t-il un comité exécutif essentiellement composé de représentants de Montréal, faute d'avoir fait élire beaucoup de candidats en banlieue ? Au contraire, si Gerald Tremblay est élu, pourra-t-il favoriser ses élus de Montréal au détriment de ceux de la banlieue, grâce auquel il aurait été élu ?

Ignorant le comportement des indécis aux élections dans une ville fusionnée, la maison SOM ne les a pas répartis. Le sondage ne mesure pas non plus à quel endroit se trouvent les appuis à Pierre Bourque en banlieue. S'ils sont concentrés dans certains arrondissements qui envoient plus d'un conseiller à la ville centrale, comme Verdun ou Montréal-Nord, Vision Montréal pourrait surprendre.

cyberpresse.ca Les portraits des partis et des candidats dans la course électorale à Montréal sont disponibles à www.cyberpresse.ca/montreal



MISS PROTOCOLE™
OR BLANC 18 CT. BRACELET
INTERCHANGEABLE

PIAGET

GENEVE 1874

CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978
2020 rue de la Montagne 845-4651

ACTUALITÉS

SONDAGE ► SOM / LA PRESSE / SRC

► Si des élections à la mairie de la nouvelle ville de Montréal avaient lieu aujourd’hui, pour qui voteriez-vous?



	Pierre Bourque	Gérald Tremblay	Autre	Indécis
	%	%	%	%
ENSEMBLE (n: 916)	39,8	36,1	2,8	21,4
SELON LE LIEU DE RÉSIDENCE				
Résidents de l’actuelle ville de Montréal (n: 573)	47,9	29,2	2,8	20,1
Résidents des autres villes de l’île de Montréal (n: 343)	29,5	44,9	2,7	23,0
SELON LE SEXE				
Homme (n: 375)	44,0	36,0	3,0	17,0
Femme (n: 541)	36,3	36,1	2,6	25,0



► Irez-vous voter aux élections municipales du 4 novembre dans l’île de Montréal?

ENSEMBLE	(n: 916)	%
Certainement		63,6
Probablement		25,6
Probablement pas		4,3
Certainement pas		5,0
NSP / NRP		1,5

SELON LE LIEU DE RÉSIDENCE		
	Résidents de l’actuelle ville de Montréal (n: 573)	Résidents des autres villes de l’île de Montréal (n: 343)
	%	%
Certainement	66,7	59,6
Probablement	23,4	28,5
Probablement pas	4,1	4,5
Certainement pas	4,3	5,9
NSP / NRP	1,5	1,5



► D’ici le jour du scrutin, diriez-vous que la possibilité que vous changiez d’avis et votiez pour un autre candidat le 4 novembre est... ?

ENSEMBLE	(n: 703)	%
Très forte		5,4
Assez forte		15,4
Assez faible		21,6
Très faible		57,6

SELON LE LIEU DE RÉSIDENCE		
	Résidents de l’actuelle ville de Montréal (n: 447)	Résidents des autres villes de l’île de Montréal (n: 256)
	%	%
Très forte	7,4	2,6
Assez forte	17,6 +	12,6 +
Assez faible	21,9	21,4
Très faible	53,2	63,4

SELON LE CHOIX DU CANDIDAT			
	Pierre Bourque (n: 382)	Gérald Tremblay (n: 292)	Autre (n: 29)
	%	%	%
Très forte	4,8	4,3	27,4
Assez forte	18,6	10,7	31,7
Assez faible	24,8	18,8	13,7
Très faible	51,9	66,2	27,2

► Pour vous, la vie sera-t-elle... agréable dans la nouvelle grande ville de Montréal?

ENSEMBLE	(n: 788)	%
Plus		15,7
Aussi		44,1
Moins		30,1
NSP / NRP		10,1

SELON LE LIEU DE RÉSIDENCE		
	Résidents de l’actuelle ville de Montréal (n: 494)	Résidents des autres villes de l’île de Montréal (n: 294)
	%	%
Plus	18,7	11,8
Aussi	52,3	33,7
Moins	17,6	46,1
NSP / NRP	11,4	8,4

SELON LE CHOIX DU CANDIDAT				
	Pierre Bourque (n: 303)	Gérald Tremblay (n: 235)	Autre (n: 19)	Indécis (n: 158)
	%	%	%	%
Plus	24,5	8,9	19,3	8,9
Aussi	60,9	33,0	63,0	32,3
Moins	9,3	51,8	17,8	36,4
NSP / NRP	5,3	6,4	—	22,4

► Diriez-vous que vous avez été... informé sur le rôle respectif des futurs conseillers municipaux et conseillers d’arrondissement?

ENSEMBLE	(n: 1019)	%
Très bien		13,6
Assez bien		27,3
Peu		37,5
Pas du tout		15,2
NSP / NRP		6,4

SELON LE LIEU DE RÉSIDENCE		
	Résidents de l’actuelle ville de Montréal (n: 653)	Résidents des autres villes de l’île de Montréal (n: 366)
	%	%
Très bien	12,0	15,7
Assez bien	27,6	27,0
Peu	36,1	39,5
Pas du tout	17,4	12,2
NSP / NRP	6,8	5,7



► Selon vous, qui de Gérald Tremblay ou de Pierre Bourque a mené la meilleure campagne électorale?

ENSEMBLE	(n: 1019)	%
Pierre Bourque		41,1
Gérald Tremblay		29,6
Autre		29,3

SELON LE LIEU DE RÉSIDENCE		
	Résidents de l’actuelle ville de Montréal (n: 653)	Résidents des autres villes de l’île de Montréal (n: 366)
	%	%
Pierre Bourque	46,7	33,3
Gérald Tremblay	24,8	36,2
Autre	28,5	30,5



Ce sondage téléphonique a été réalisé par SOM, du 19 au 28 octobre 2001. Au total, 1191 entrevues ont été complétées auprès d’un échantillon représentatif de la population adulte de l’île de Montréal. La marge d’erreur échantillonnale sur une proportion estimée est d’au plus 3,2 % au niveau de confiance de 95 %.

Pour gagner, Bourque devra réussir une percée en banlieue...

... et Tremblay devra en faire autant dans l’actuel Montréal



ERIC TROTTIER
ANALYSE

eric.trottier@lapresse.ca

Le sondage SOM-La Presse publié ce matin le confirme : à quelques jours du vote historique qui permettra d’élire le premier conseil de la nouvelle ville de Montréal, les principaux candidats à la mairie, Pierre Bourque et Gérald Tremblay, ont autant de chances l’un que l’autre de remporter une victoire majoritaire dimanche prochain.

Mais pour y parvenir, l’un ou l’autre devra pénétrer dans le château fort de son adversaire.

La nouvelle ville compte 73 districts électoraux, 40 dans l’actuelle ville de Montréal et 33 en banlieue. Pour être majoritaire, le nouveau maire devra faire élire au moins 37 de ses candidats. Dans une analyse des 73 districts, *La Presse* constate que la partie est loin d’être jouée, bien que M. Tremblay semble un peu plus près de son profit que son adversaire.

C’est que le chef de l’Union des citoyens de l’île de Montréal (UCIM) dispose d’une base importante en banlieue : en raison du vote des opposants à la fusion, il devrait facilement obtenir autour de 28 des 33 districts des anciennes villes de banlieue. Si tel était le cas, M. Tremblay aurait alors besoin de neuf districts dans l’actuel Montréal pour remporter une victoire majoritaire. Or, avec l’appui des

huit conseillers d’opposition de l’actuelle ville — dont la réélection semble pour plusieurs presque assurée — M. Tremblay peut se vanter d’avoir une certaine avance sur son adversaire.

Quant à Pierre Bourque, il trouve sa base dans l’actuelle ville de Montréal, où il devrait obtenir autour de 30 (peut-être 32) des 40 districts, avec des points forts dans Rosemont, Villieray, dans le nord et dans l’est de la ville.

Pour remporter les élections, le candidat de Vision Montréal (VM) devra effectuer une réelle percée qui lui rapportera cinq, six ou sept districts de banlieue — ce qui pourrait relever de l’exploit — à moins qu’il ne fasse des gains dans le fief de son opposition montréalaise, c’est-à-dire dans le Plateau-Mont-Royal ou dans l’arrondissement Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce.

Les espoirs de Pierre Bourque

Vision Montréal a bon espoir d’effectuer une brèche dans certains arrondissements de la banlieue francophone, à commencer par Anjou, Montréal-Nord et Verdun. Dans le premier cas (deux districts), le maire Bourque profitera de l’organisation de son candidat vedette, Benoît Corbeil, un ancien directeur général du Parti libéral du Canada au Québec. À Montréal-Nord (trois districts), c’est le départ à la retraite du maire Yves Ryan qui encourage Vision Montréal, tandis qu’à Verdun, on souhaite exploiter le mécontentement de la population locale qui a subi une longue grève de ses cols bleus.



Le maire Bourque pourrait par ailleurs faire une percée importante à LaSalle (trois districts), puisque le maire Michel Leduc quitte lui aussi la vie politique. L’un des candidats de Vision Montréal à LaSalle, Robert Corder, avait échappé la victoire par seulement 40 voix aux élections de 1999.

Vision Montréal espère aussi

causer des surprises dans d’autres secteurs, comme à Saint-Léonard — où le ministre fédéral, Alfonso Gagliano, a mis son organisation au service de M. Bourque, comme le révélait *La Presse* le printemps dernier — ou même dans l’ouest de l’île, notamment à L’Île-Bizard, à Pierrefonds et à Dollard-des-Ormeaux, où M. Bourque a passé beaucoup de temps ces dernières semaines, ou encore à Saint-Laurent où deux de ses candidats, Pierre Lambert et François Ghali, ont déjà siégé au comité exécutif de la municipalité.

Les espoirs de Gérald Tremblay

Pour sa part, Gérald Tremblay dispose d’un bon noyau de candidats, actuels conseillers d’opposition qui seront durs à battre à Montréal : Michel Prescott, Helen Fotopulos, Richard Théorêt et André Cardinal dans le Plateau-Mont-Royal ; Marvin Rotrand, Jeremy Searle et Michael Applebaum

dans Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce.

M. Applebaum n’aura pas la partie facile : il affronte le président du comité exécutif, Jean Fortier, qui était conseiller de Darlington jusqu’au redécoupage de la carte électorale. À Vision Montréal, toutefois, on reconnaît que c’est M. Fortier qui est en difficulté face à un adversaire mieux implanté que lui dans le quartier.

En outre, dans le district Côte-des-Neiges, Gérald Tremblay mise sur sa colistière, Francine Sénécal, pour vaincre le conseiller sortant, Pierre-Yves Melançon, actuel président de la STCUM. Dans le district Décarie,

c’est le frère de M. Tremblay, Marcel, qui a pour mission de défaire la conseillère sortante, Sonya Biddele.

M. Tremblay pourrait aussi faire des gains dans l’arrondissement Ville-Marie. Son candidat du district Saint-Jacques, Sammy Forcillo, semble imbattable, car il a remporté les élections de 1978,

1982, 1994 et 1998. Mais il affronte cette fois un candidat solide de Vision Montréal, Robert Laramée, qui a l’appui de la communauté gaie, du ministre André Boisclair et même de l’ancien chef du RCM Thérèse Daviau.

Dans Peter-McGill, Gérald Tremblay compte beaucoup sur la victoire de Louise O’Sullivan Boyne pour remplacer le conseiller Gerry Weiner (VM), parti à la retraite. Mais elle affronte une militante libérale d’expérience en la personne de Carolina Gallo La Flèche (VM).

Dans l’arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, M. Tremblay a dépensé beaucoup d’énergie pour aider son candidat du district de Longue-Pointe, Martin Dumont, sur qui on compte pour renverser la conseillère de Vision Montréal Claire Saint-Arnaud, en poste depuis 1994. Dans l’arrondissement Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles, le chef de l’UCIM souhaite marquer le coup en faisant élire le député libéral de Viger, Cosmo Maciocia, qui doit cependant affronter un conseiller expérimenté de Vision Montréal, Giovanni De Michele. Enfin, dans Pointe-aux-Trembles, le maire de Montréal-Est, Yvon Labrosse (UCIM), compte sur sa notoriété locale pour défaire le conseiller Marius Minier (VM).

D’autres districts seront à surveiller aussi, ce dimanche : dans L’Acadie/Cartierville, dans le nord de la ville, l’ancien conseiller Pierre Gagnier tente un retour contre Noushig Eloyan, la vice-présidente du comité exécutif du maire Bourque. Et dans Parc-Extension, le président de la Commission scolaire English Montreal, George Vathlakakis (UCIM), tente de défaire la conseillère de Vision Montréal, Mary Deros.

cyberpresse.ca Les portraits des partis et des candidats dans la course électorale à Montréal sont disponibles à www.cyberpresse.ca/montreal

EgyptAir : deux ans plus tard, l'impasse



RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

NEW YORK — Deux ans plus tard, le malentendu demeure entier entre les enquêteurs américains et les autorités égyptiennes sur les causes de l'écrasement du Boeing 767 d'EgyptAir, qui a fait 217 morts, dont Claude Masson, l'éditeur de *La Presse*, et sa femme, Jeannine Bourdages, le 31 octobre 1999 au large de l'île de Nantucket.

À Washington, le Bureau national de la sécurité des transports (NTSB) a conclu depuis des mois que le copilote, Gamil el-Batouti, a délibérément causé le crash du vol 990 d'EgyptAir, qui assurait la liaison New York-Le Caire. Le NTSB devait publier son rapport final sur la catastrophe cet automne, mais l'agence fédérale se bute toujours au refus des Égyptiens d'accepter la conclusion du suicide. Pour ces derniers, les Américains font la preuve de leur arrogance habituelle en cherchant en Égypte un bouc émissaire.

Déjà politisé au maximum, le dossier du vol 990 d'EgyptAir a refait surface aux États-Unis dans la foulée des attentats contre le World Trade Center et le Pentagone. Dimanche dernier, le *New York Times* rapportait que les enquêteurs américains tentent de déterminer s'il existe un lien entre les attaques suicide du 11 septembre et le plongeon du Boeing d'EgyptAir dans l'Atlantique.

Les enquêteurs du FBI ont pourtant déjà fouillé le passé de Batouti, n'y trouvant aucune trace de militantisme islamique. Âgé de

59 ans, le copilote était plutôt un bon vivant qui aimait les États-Unis, où il faisait soigner sa fille de 10 ans, atteinte du lupus. Aux yeux des Égyptiens, la nouvelle du *Times* est une autre injure à leur pays.

Mais les Américains n'en démordent pas. Selon eux, pour une raison qui demeure mystérieuse, Batouti a bel et bien causé la mort de 100 Américains, 89 Égyptiens (dont 33 militaires), 22 Canadiens et quelques passagers d'autres nationalités.

« Il m'apparaissait clair, à la lumière du travail de nos enquêteurs, que les événements ne pouvaient pas s'expliquer par une défaillance mécanique, mais par l'action du pilote », a déclaré l'ex-président du NTBS, James Hall, en juin dernier, quelques semaines après avoir quitté son poste.

L'analyse des boîtes noires confirme que Batouti s'est retrouvé seul aux commandes trois minutes avant l'écrasement fatal. On peut l'entendre à plusieurs reprises prononcer d'un ton calme l'invocation religieuse : « Tawakalt Ala Alla (Je m'en remets à Dieu). »

Pendant ces trois minutes, plusieurs événements inhabituels surviennent. Le pilote automatique est déconnecté manuellement, la poussée des réacteurs est réduite, l'avion entame son plongeon. Quand le pilote, Ahmad al-Habachi, revient dans la cabine, on l'entend dire : « Qu'est-ce qui arrive Gamil ? Qu'est-ce qui arrive ? »

Peu après, il ajoute : « Qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce que c'est ? As-tu fermé les moteurs ? »

Pour les autorités égyptiennes, rien de cela ne prouve la culpabilité d'el-Batouti. Depuis le début de l'enquête, elles reprochent aux Américains de sauter aux conclusions et exigent d'eux qu'ils effectuent des tests supplé-



Photothèque PIERRE McCANN La Presse ©
L'éditeur adjoint de *La Presse* Claude Masson et sa femme Jeannine Bourdages.

mentaires pour vérifier l'une ou l'autre des théories avancées par ses propres enquêteurs. Bombe dans les toilettes. Missile égaré. Problème de gouvernails. Ce jeu se poursuit depuis des mois.

En juin, le secrétaire de l'Union des pilotes égyptiens, Achraf al-Hawwari, déclarait aux

journalistes : « Les autorités américaines ont tenté dès le début de rejeter sur les pilotes égyptiens la responsabilité de l'accident. Elles ont d'abord essayé d'accuser le capitaine Ahmad al-Habachi, puis ont dirigé leurs accusations vers Batouti lorsqu'elles ont échoué à trouver des raisons convaincantes. »

Les autorités égyptiennes sont moins intéressées à trouver la vérité qu'à sauver l'honneur de leur pays. C'est du moins la conclusion d'une enquête sur le crash du Boeing d'EgyptAir publiée dans le numéro courant du magazine *The Atlantic Monthly*. Selon l'auteur, William Langewiesche, ancien pilote d'avion, les Égyptiens considèrent désormais comme un « devoir national » de s'opposer aux conclusions américaines.

Dans cette campagne, les médias égyptiens jouent un rôle important. Les journaux de gauche accusent le gouvernement américain de vouloir protéger Boeing. Les journaux islamistes voient dans la catastrophe un complot ourdi par la CIA et le Mossad, services secrets israéliens.

Dans un tel contexte, la publication du rapport final du NTSB serait explosive. À la tête d'une fragile coalition antiterroriste, Washington remettra sans doute le tout aux calendes grecques.

Tout n'est cependant pas bloqué dans le dossier du vol 990 d'EgyptAir. Le transporteur aérien a en effet commencé à indemniser les familles des victimes nord-américaines. Aux États-Unis, l'avocat Jim Kreindler rapporte que la plupart des 28 causes que son cabinet représente ont été réglées à l'amiable. Le montant de l'indemnisation payée aux familles est confidentiel.

« Certains de nos clients ne sont pas d'accord avec les sommes offertes, a précisé Kreindler. S'ils n'obtiennent pas satisfaction, nous allons poursuivre EgyptAir pour dommages. »

Les familles des victimes québécoises du crash poursuivent EgyptAir

CHRISTIANE DESJARDINS

LES FAMILLES de la plupart des 14 Québécois qui ont péri le 31 octobre 1999 dans le crash d'un Boeing d'EgyptAir, dont l'éditeur adjoint de *La Presse* Claude Masson et sa femme Jeannine Bourdages, viennent d'intenter des poursuites en Cour supérieure contre la compagnie aérienne ou sont sur le point de le faire. Les réclamations sont de cinq millions de dollars par victime.

Une première poursuite a été déposée hier par les héritiers de Céline Bienvenue. Le 31 octobre 1999, Mme Bienvenue a pris le vol 990 d'EgyptAir en partance de New York à destination du Caire, en Égypte, avec 217 autres passagers et membres d'équipage. Environ une demi-heure après le décol-

lage, l'avion s'est abîmé dans l'océan Atlantique, au large de l'île de Nantucket. Toutes les personnes à bord ont perdu la vie.

L'un des fils de Mme Bienvenue, Martin Garneau, et le tuteur d'un de ses frères, Denis Langlois, estiment que le crash est dû à la grossière négligence et à l'irresponsabilité dont a fait preuve la compagnie aérienne dans l'entretien et l'opération de ses activités, ainsi que dans le contrôle, l'embauche et l'entraînement de l'équipage.

La poursuite ne fait pas mention de la cause comme telle de l'écrasement, mais on se rappellera que les Américains avaient conclu que le copilote du Boeing 767, Gamil el-Batouti, avait délibérément provoqué l'écrasement de l'avion en le faisant piquer du nez et en coupant l'alimentation des moteurs. Les au-

torités égyptiennes, de leur côté, ont dès le départ démenti cette théorie, et ont toujours refusé de l'admettre par la suite.

Quoi qu'il en soit, les héritiers de Mme Bienvenue réclament cinq millions de dollars pour la perte de l'être cher, ainsi que pour la souffrance et la détresse que Mme Bienvenue a dû vivre dans les minutes qui ont précédé l'impact avec l'océan. Les héritiers se réservent le droit d'intenter aussi des poursuites aux États-Unis.

Me Martin Sheehan, qui représente six autres familles de victimes, dont le couple Masson-Bourdages, a indiqué à *La Presse* que des poursuites similaires ont été signifiées hier par huissier. La compagnie EgyptAir a un bureau sur le boulevard René-Lévesque, à Montréal.



CANADA 3000

voyagez mieux. payez moins.

CANADA	aller simple à partir de :	
Calgary	2 VOLS PAR JOUR	199\$
Edmonton	2 VOLS PAR JOUR	209\$
Halifax	2 VOLS PAR JOUR	99\$
Ottawa	2 VOLS PAR JOUR	79\$
St. John's	3 VOLS PAR JOUR	189\$
Thunder Bay	2 VOLS PAR JOUR	119\$
Toronto	8 VOLS PAR JOUR	99\$
Vancouver	3 VOLS PAR JOUR	199\$
Winnipeg	2 VOLS PAR JOUR	179\$
USA	aller-retour à partir de :	
Fort Lauderdale	5 VOLS PAR SEMAINE	199\$
Orlando	2 VOLS PAR SEMAINE	199\$
EUROPE	aller-retour à partir de :	
Malaga	1 VOL PAR SEMAINE	399\$
Paris	6 VOLS PAR SEMAINE	499\$
MEXIQUE *	aller-retour à partir de :	
Acapulco	1 VOL PAR SEMAINE	749\$
Cancun	2 VOLS PAR SEMAINE	599\$
Puerto Vallarta	1 VOL PAR SEMAINE	769\$
CARAÏBES *	aller-retour à partir de :	
Cayo Coco	2 VOLS PAR SEMAINE	589\$
Guardalavaca	1 VOL PAR SEMAINE	599\$
La Havane	2 VOLS PAR SEMAINE	609\$
La Romana	1 VOL PAR SEMAINE	699\$
Puerto Plata	2 VOLS PAR SEMAINE	599\$
Punta Cana	2 VOLS PAR SEMAINE	699\$
Santo Domingo	1 VOL PAR SEMAINE	759\$
Varadero	1 VOL PAR SEMAINE	579\$
INDE	aller-retour à partir de :	
Delhi	2 VOLS PAR SEMAINE	1099\$
Mumbai (Bombay)	1 VOL PAR SEMAINE	1099\$

Pour toutes les destinations canadiennes contactez votre agent de voyages ou
1 888 828 9797

Pour les destinations internationales, américaines et destinations soleil contactez votre agent de voyages ou
514 866 3333

CANADA 3000
www.canada3000.com

Départs de Montréal. Les prix sont pour des aller simples (Canada) et aller retours (USA, Europe, Mexique, Caraïbes et Inde), sont sujets à des limites d'inventaire et peuvent varier selon les dates de départs. Nouvelles réservations seulement. Places limitées. Réservations modifiables moyennant des frais mais non remboursables. Les taxes, frais aéroportuaires, surcharges sont en sus pour les destinations canadiennes et l'Inde. Les frais aéroportuaires sont en sus pour les destinations européennes, américaines, mexicaines et des Caraïbes. *Vols commercialisés par vacances Canada 3000.



CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU

LE COLLÈGE ANDRÉ-LAURENDEAU honore ses diplômés du Baccalauréat International

C'est avec beaucoup de fierté que le Collège André-Laurendeau a célébré à la fin du mois de septembre la diplômation de ses finissantes et de ses finissants au programme du Baccalauréat International. Lors d'une cérémonie qui avait lieu au collège, les nouveaux bacheliers de la génération 1999-2001, réunis avec leurs parents, amis et professeurs, ainsi que des représentants de la direction du collège, ont été honorés à tour de rôle par des professeurs du B.I. Aujourd'hui, ces diplômées et diplômés de la soirée étudient à l'université, entre autres en médecine, en littérature française, en génie chimique, en développement international, en biochimie, en droit, en pharmacie, en psychologie et deux étudiants ont également reçu des bourses du millénaire pour la poursuite de leurs études universitaires.

Sincères félicitations à tous nos lauréats!

Sciences de la nature
Thomas Lazzara, Katerine Hillinger, Julie Tremblay, Mylène Gouin.
Ana Teodorescu, Marc Perras, Catherine Bélanger,
Nancy McDonald, Robert Deschamps,
Marta Kocun, Monika Dysko,
Éric Brunelle, Marc Lanovaz,
Jérôme Paré.

Sciences humaines
Maïté Parr, Victoria Chwalek,
Mélicha Michaud,
Elizaveta Malkhasian,
Annick Charest.

Le Collège André-Laurendeau se classe parmi les meilleurs collèges internationaux en Amérique du Nord: aux examens finaux de mai 2001, le taux de réussite de ses étudiantes et de ses étudiants a été de 100% et leurs résultats sont largement supérieurs à la moyenne mondiale et ce, pour la grande majorité des disciplines. Bravo à nos élèves et à nos professeurs.

école du monde BI

www.claurendeau.qc.ca

YVES BOISVERT

yboisver@lapresse.ca

Deux nez et 16 secondes

Pierre Bourque passera la soirée électorale à l'Hippodrome de Montréal, ce qui nous donne un excellent prétexte pour causer sport un petit brin.

Qui l'emportera aux élections municipales ? Ils sont coude à coude, « nez à nez », comme disent les Anglais, nous dit le dernier sondage. Si cela est vrai, les chances de Gérald Tremblay sont meilleures.

Non pas parce que l'appendice nasal de l'ancien ministre dépasse celui du maire Bourque de quelques millimètres. Ce ne sera pas non plus grâce à ces publicités où Gérald Tremblay incite le citoyen à « faire comme lui » et à penser 16 secondes avant de voter.

D'abord, s'il l'imité le jour du fameux débat, ce n'est pas penser qu'il fera, c'est figer, ce qui risque de retarder considérablement le déroulement du scrutin.

Au fait, saviez-vous que dimanche, les Bears de Chicago, après avoir effacé un déficit de 19 points face aux 49^{ers} de San Francisco, ont marqué un touché après une prolongation de seulement 16 secondes ?

Un nouveau record de la NFL : jamais prolongation ne fut aussi courte. Comme quoi on peut en faire, des choses, en 16 secondes.

C'est aussi par 16 secondes que Myriam Bédard, le 13 février 1993, avait devancé la Russe Elena Belova, pour remporter la médaille d'or du championnat du monde de biathlon.

Seize secondes, c'est donc souvent la différence entre la victoire et la défaite. Mais si Gérald Tremblay a de meilleures

chances, dans l'hypothèse où les candidats sont à égalité, c'est à cause du facteur de la rogne du banlieusard : tout indique que les banlieusards iront voter en plus grand nombre que les Montréalais... de souche. Les partisans de Gérald Tremblay sont plus enclins, selon les sondages, à déclarer qu'ils iront voter dimanche.

Même si 42 % des électeurs sont en banlieue et 58 % en ville, donc, un écart de 10 % dans les intentions de vote entre les deux territoires peut faire basculer tout ça.

Mais les sondages nous cachent bien des choses. La force des organisations. La nature des « indécis », souvent des discrets déjà décidés. On sait par exemple que Pierre Bourque s'est rendu populaire auprès de plusieurs communautés ethniques. Les sondeurs remarquent aussi que les nouveaux arrivants ont moins tendance à donner leur opinion lors d'enquêtes sur les intentions de vote.

Le découpage pourrait aussi fort bien donner un conseil minoritaire au vainqueur.

Il n'est donc pas conseillé de placer toutes ses économies sur l'un ou l'autre des candidats, ni sur aucun cheval à Blue Bonnets d'ailleurs. Mais si l'opinion est bel et bien figée... et que la rogne du banlieusard se manifeste, Gérald Tremblay dépassera peut-être Pierre Bourque d'une narine ou même deux.



ET LA VIE, DANS TOUT ÇA ?

On a demandé aux répondants, dans le sondage SOM-La Presse-Radio-Canada si la vie

sera plus ou moins agréable après la fusion. Les résidents de l'actuelle ville de Montréal ont répondu majoritairement (52 %) qu'elle serait « aussi » agréable. Les autres se divisent à peu près également (19 % à 18 %) entre gens qui pensent que la vie sera plus agréable et ceux qui pensent qu'elle le sera moins.

Les résidents des autres villes de l'île pensent au contraire à 46 % que la vie sera moins agréable. Seulement 12 % pensent que la vie sera « plus agréable » après les fusions, tandis que 34 % prévoient qu'elle sera « aussi » agréable.

Les gens de la banlieue sont donc plus enclins au pessimisme. Et parmi tous les gens de la banlieue et de la ville, les pessimistes sont plus enclins à choisir Gérald Tremblay. Ainsi, sur l'ensemble des répondants, 52 % de ceux qui ont choisi le candidat Tremblay pensent que la vie sera moins agréable après le 1^{er} janvier (33 % estiment que ça ne changera rien).

Au contraire, 61 % de ceux qui voteront Bourque pensent que la fusion ne changera rien et 25 % pensent que la vie sera plus agréable avec la fusion.

L'âge, qui joue beaucoup quant au choix du candidat (chez les 18-34 ans, Bourque

mène par une marge de 13 à 23 points) ne joue presque pas quand vient le temps pour les gens d'évaluer l'impact de la fusion sur leur vie. Chez les 18-24 ans, 16,6 % pensent que la vie sera plus agréable ; c'est à peu de choses près le même pourcentage chez les 45-54 ans et chez les 65 ans et plus. Les variations sont minimes également d'une tranche d'âge à l'autre chez ceux qui prévoient que la vie sera moins agréable.

Mais en examinant la colonne des revenus, on réalise qu'il y a une autre ligne de démarcation : plus les revenus familiaux sont élevés, plus l'on a tendance à penser que la vie « sera moins agréable dans la nouvelle grande ville de Montréal ». Dans la tranche de revenus de 75 000 \$ et plus, 44 % des gens pensent cela. Ils sont 41 % à penser que la fusion n'aura pas d'effet. Et seulement 9 % à penser que la vie sera plus agréable.

À l'autre extrémité du spectre, chez les moins de 15 000 \$, seulement 18 % pensent que la vie sera moins agréable, 28 % qu'elle le sera davantage et 40 % que cela ne changera pas.

L'on n'a guère parlé de cette ligne de partage social du vote : les répondants aux revenus les plus faibles ont tendance à croire que leur sort s'améliorera avec les fusions. Plus on grimpe dans l'échelle des revenus, plus c'est le contraire. Au-delà du débat sur les services, donc, l'idée d'un « partage fiscal » a donc fait son chemin... chez ceux qui craignent de payer plus, comme chez ceux qui espèrent payer moins.

LA GUERRE AU TERRORISME

Faute de registre national, le Canada ignore qui détient le bacille du charbon

MATHIEU PERREAULT

LE CANADA N'A pas de registre national des centaines de collections microbiologiques des laboratoires du pays, selon le directeur d'une importante collection de virus de l'Université Laval. Il n'y a donc aucun moyen de savoir qui détient des cultures de bacille du charbon. Et la situation n'est pas près de changer : de nombreuses bases de données microbiologiques deviendront bientôt « orphelines », quand le professeur qui s'en occupe prendra sa retraite comme beaucoup de baby-boomers.

A 65 ans, le Dr Hans-Wolfgang Ackermann a par exemple décidé de céder à une collection américaine — American Type Cell Culture — sa collection de virus bactériophages (qui se nourrissent de bactéries), la plus grande au monde avec 420 virus (ATCC en a 400). Le département de biologie médicale de la faculté de médecine de l'Université Laval, où travaille le médecin, n'a personne pour le remplacer à la tête de la collection

Félix-d'Hérelle, et un projet de collection nationale gérée par le ministère de la Santé est mort-né voilà cinq ans, victime des coupes budgétaires.

Pour nourrir ses virus, le Dr Ackermann cultive aussi 360 souches de bactéries, dont celle du charbon (une souche inoffensive qui sert à faire des vaccins). « Le ministère de la Défense américain m'a demandé des échantillons ces dernières semaines, explique-t-il en entrevue téléphonique. J'ai envoyé aux Américains des virus, mais il aurait fallu beaucoup d'autorisations spéciales pour exporter la bactérie du charbon. Finalement, ils n'en avaient pas vraiment besoin. »

Les virus du Dr Ackermann servent ces temps-ci à certifier la présence du bacille du charbon (un bacille est une bactérie en forme de bâtonnet), parce que certains d'entre eux s'y attaquent spécifiquement. Le médecin de Québec fait « des recherches fondamentales » qui pourraient notamment mener à de nouveaux antibiotiques d'origine virale, qui

s'attaquent aux bactéries pathogènes.

La collection Félix-d'Hérelle est la seule au Canada à détenir le bacille du charbon pour fins de vente ou d'échange, selon la Fédération mondiale des collections de cultures, qui regroupe 460 importants laboratoires mondiaux. Mais le célèbre bacille est inscrit à l'Annuaire des collections de cultures canadiennes, géré par le ministère canadien de l'Agriculture, qui regroupe 90 laboratoires de biologie des plantes et des animaux. L'Annuaire indique que l'Institut de recherches sur les maladies animales du ministère à Lethbridge, en Alberta, cultive 30 souches du bacille du charbon. D'autres laboratoires de l'Annuaire sont plus circonspects : le Laboratoire de santé publique du Québec, à Sainte-Anne-de-Bellevue, ne veut pas révéler s'il détient du bacille du charbon.

La directrice de l'Annuaire, Carolyn Babcock, ignorait que l'une des 90 collections détenait le bacille du charbon. « La plupart des micro-organismes pathogènes pour

l'homme sont inscrits à une base de données de Santé Canada à Winnipeg », expliquait Mme Babcock, jointe hier à Ottawa, pour justifier le peu d'informations qu'elle a sur le bacille du charbon.

De toute façon, dit le Dr Ackermann, les centaines de collections de travail des hôpitaux, universités et compagnies privées du Canada ne se seraient sûrement pas inscrites en totalité : certaines n'ayant qu'une demi-douzaine de souches de microbes, les coûts d'inscription et de gestion seraient trop élevés. « Seulement à l'Université Laval, il y a deux collections au département de biologie, au moins une autre en médecine, d'autres en foresterie, et comptez chaque hôpital. »

Mais rares sont les laboratoires qui ont besoin du bacille du charbon pour leurs travaux. « Mais il est très possible que certains labos l'aient acquis voilà 50 ans, quand les règles étaient moins serrées. Et certains domaines, comme la médecine vétérinaire ou l'environnement, peuvent s'en servir. »

22 milliards pour les assureurs

Agence France-Presse

PARIS — Les attentats du 11 septembre aux États-Unis auront un coût net de 22 milliards de dollars US pour les assureurs et réassureurs mondiaux, estime l'agence de notation internationale Standard and Poor's (SP) dans un communiqué publié hier.

« L'estimation nette de l'exposition s'élevait à 22 milliards de dollars au 29 octobre — un montant qui a peu varié ces dernières semaines — avec 7 milliards de dollars pour les assureurs de biens et de personnes et environ 13 milliards de dollars pour les réassureurs », précise SP.

Les 2 milliards restant représentent le coût pour le secteur de l'assurance-vie.

De plus, « les assureurs européens, notamment les réassureurs, supportent près de la moitié des es-

timations des pertes nettes », a indiqué Christian Dinesen, directeur du service des notations chez SP.

Ainsi, les assureurs américains supportent 42 % de la charge nette totale, les Allemands 15 %, les Britanniques 13 %, les Suisses 11 % tandis que les Bermudiens participent à hauteur de 9 %.

« Cela démontre la force du secteur mondial de l'assurance qui a la capacité de diluer ce qui est certainement la plus importante perte assurée jamais survenue entre un grand nombre d'assureurs et de réassureurs mondiaux », a-t-il précisé.

La vingtaine d'assureurs et de réassureurs les plus exposés dans les attentats regroupent près de 80 % du montant total du coût des attentats et disposent d'un capital de 300 milliards US.

S.V.P., des armes, pas des bombes

Agence France-Presse

KABOUL — Un des plus célèbres chefs de guerre afghans, Ismail Khan, a demandé hier aux Américains « des armes et des munitions », estimant que ce serait nettement plus utile que les actuels bombardements.

Ismail Khan vise essentiellement la ville d'Herat (Ouest) dont il a longtemps été le gouverneur.

« Nous manquons d'armes et de munitions, nous sommes obligés

d'acheter des balles et des kalachnikovs aux villageois que nous rencontrons », a ajouté le porte-parole, indiquant que le moral des troupes est au plus haut.

« Nous avons même acheté des armes aux talibans », a-t-il ajouté.

« Il n'y a pas besoin de bombarder, nous avons la capacité par nous-mêmes à prendre la ville en quelques jours, si seulement nous avions des armes », a ajouté le porte-parole.

Assistance pour Islamabad

Agence France-Presse

WASHINGTON — Les États-Unis préparent un important programme d'assistance pour le Pakistan, qui constitue un pays-clé dans leur dispositif de guerre contre le terrorisme.

Le président George W. Bush « veut fournir un programme d'aide au Pakistan (...) et le gouvernement examine différents moyens pour aider cet allié », a déclaré hier

le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer.

Le porte-parole s'est refusé à donner une idée du montant de l'assistance à Islamabad envisagée par Washington. Mais, selon des sources officielles citées ces derniers jours dans la presse, elle pourrait atteindre plusieurs milliards de dollars, si l'on y inclut de nouveaux crédits qui seraient octroyés par le FMI et la Banque Mondiale.

CONTEMPORAINE®

La tunique
doux angora

Beauté du tricot moelleux tout en côtes. Un pull à larges poignets retournés, petites fentes sur les côtés. Avoine, gris, cannelle, mousse, sarcelle, rouge. P.m.g.tg. 39,95 Une valeur Simons exclusive. Pantalon tweed 99,95, ceinture anneau 25,00

la maison
simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX-QUÉBEC | MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHERINE O. PROMENADES ST-BRUNO | SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

LA GUERRE AU TERRORISME

État d'alerte aux É.-U. et intensification des frappes

Agence France-Presse

WASHINGTON — Les États-Unis étaient en alerte maximale, hier, contre une menace de nouvelles attaques terroristes, tandis que les bombardements sur l'Afghanistan se sont intensifiés, prenant notamment pour cible les positions talibanes dans le Nord.

La menace est « fondée sur une convergence d'informations crédibles provenant de multiples sources », indiquant « spécifiquement que dans à peu près une semaine les États-Unis pourraient être la cible d'une nouvelle attaque », a déclaré le chef du bureau américain de la Sécurité intérieure, Tom Ridge.

« Il est probable que les experts (du renseignement) considèrent ces informations comme étant liées au réseau Al-Qaeda ou ben Laden », a-t-il souligné.

Le vice-président américain Dick Cheney a été de nouveau placé en sécurité dans un lieu secret et les forces de sécurité placées « en alerte maximale ».

Mais soucieux de montrer qu'il ne faut pas céder à la panique, le président George Bush est parti assister hier soir au célèbre Yankee Stadium de New York à un match de baseball entre les Yankees de New York et les Diamond Backs d'Arizona.

Des restrictions aux trafics aériens ont été imposées autour de 86 sites nucléaires et des

alertes ont eu lieu à l'ambassade et au consulat des États-Unis au Caire et au consulat américain à Durban (Afrique du Sud).

La Grande-Bretagne et le Canada ont indiqué ne pas être informés de menaces contre leurs territoires.

Les avions américains ont continué hier de pilonner Kandahar (Sud-Est), fief des talibans, la capitale du nord Mazar-e-Charif et les lignes talibanes dans le nord-est, selon plusieurs sources.

Des appareils ont survolé Kaboul vers 1h30, lundi, mais aucune explosion n'a été entendue, après des bombardements dans la nuit d'hier.

Le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld a pour la première fois reconnu explicitement hier que des soldats américains se trouvaient en Afghanistan et a défendu à nouveau la stratégie américaine.

« Nous avons un très petit nombre de forces au sol dans ce pays. Elles y sont pour des missions de liaison, et font un excellent travail de coordination des ravitaillements divers et de ciblage », a-t-il dit.

« Nous avons consacré nettement plus de 50 % de nos efforts aériens aux forces de l'opposition » aux talibans depuis le début de la campagne aérienne, a ajouté M. Rumsfeld, se défendant de ne pas apporter un soutien suffisant à « l'Alliance du Nord ».

« Aujourd'hui par exemple, 80 % de notre

effort (aérien) devait être consacré aux troupes sur le front », a déclaré M. Rumsfeld, alors que l'opposition a réclamé une intensification des frappes aériennes.

« Ces gens (de l'opposition afghane) sont indépendants et c'est vraiment de leur ressort de décider quand avancer », a-t-il encore dit.

Un responsable taliban, cité par l'agence Afghan Islamic Press, a affirmé que quelque 500 militaires, Américains et alliés, se trouvaient sur le sol afghan aux côtés de l'Alliance du Nord (opposition armée), mais cette information a été démentie par l'opposition.

Face aux critiques de plus en plus nombreuses sur l'absence de résultats tangibles, le président George W. Bush a appelé à la patience.

« L'important est que les Américains réalisent que nous sommes fermes, déterminés et patients », a-t-il déclaré.

Le secrétaire d'État Colin Powell a plaidé dans le même sens, tout en admettant que l'on sentait actuellement une « période creuse ».

Washington a déclaré dès le début « que cette campagne serait difficile, que nous la mènerions avec détermination, avec patience et que nous gagnerions », a déclaré M. Powell lors d'un entretien avec l'AFP.

Le général Tommy Franks, commandant en chef de l'opération américaine en Afghanistan, a poursuivi sa tournée dans la région, se rendant hier en Ouzbékistan pour des entretiens avec le président Islam Karimov, après une visite lundi au Pakistan.

Il a lui aussi nié que l'offensive soit « dans une impasse », après la multiplication des critiques sur la résistance des talibans et les victimes civiles des bombardements.

Sur le plan diplomatique, le premier mi-

nistre britannique, Tony Blair, est arrivé hier soir à Damas, première étape d'une tournée au Proche-Orient destinée à consolider le soutien à la lutte antiterroriste et à tenter de revitaliser le processus de paix israélo-arabe.

Hier, l'organisation de défense des droits de l'homme a fait état d'au moins 25, et peut-être jusqu'à 35 civils tués lors d'un raid de l'aviation américaine, le 22 octobre, contre le village de Chowkar-Karez, dans la province de Kandahar, où aucune cible militaire n'avait pu être identifiée.

La Maison-Blanche a annoncé de son côté préparer un important programme d'assistance pour le Pakistan, un pays-clé, mais fragile, du dispositif de guerre contre le terrorisme.

Le haut commissaire de l'ONU aux réfugiés, Ruud Lubbers, en visite au Pakistan, a souhaité que les bombardements américains sur l'Afghanistan soient « limités ». Le HCR estime que quelque 80 000 personnes sont entrées au Pakistan depuis les attentats du 11 septembre aux États-Unis.

Alors que près de neuf Américains sur 10 (88 %) restent favorables aux frappes sur l'Afghanistan, selon un sondage publié hier par CBS News et le New York Times, en Grande-Bretagne, le plus proche allié des États-Unis, une majorité de Britanniques réclame désormais une pause dans les bombardements.

Tony Blair a toutefois réaffirmé hier sa détermination à poursuivre les opérations armées en Afghanistan.

Sur le front des attaques au bacille du charbon aux États-Unis, deux nouvelles personnes — un postier du New Jersey et une employée d'un hôpital de New York — ont été déclarées atteintes de la forme respiratoire de la maladie.

Au total, 15 personnes ont officiellement contracté la maladie, dont trois sont mortes.

service auto  SEARS^{MC}


rabais 30%

Les plus bas prix de la saison!
PNEUS TOUTES SAISONS
SILVERGUARD ESPRIT^{MD} II
Série n° 71000. Soldé, à partir de 39,99 ch.
P155/80R13

PNEUS TOUTES SAISONS SILVERGUARD ESPRIT II GARANTIE DE 100 000 KM CONTRE L'USURE*	
Dimensions	Soldé, ch.
P175/70R13	49,99
P185/75R14	58,99
P195/75R14	61,99
P185/70R14	61,99
P195/70R14	64,99
P205/75R14	65,99
P205/75R15	68,99
P205/70R15	71,99
P225/60R16	78,99
P235/75R15XL	79,99

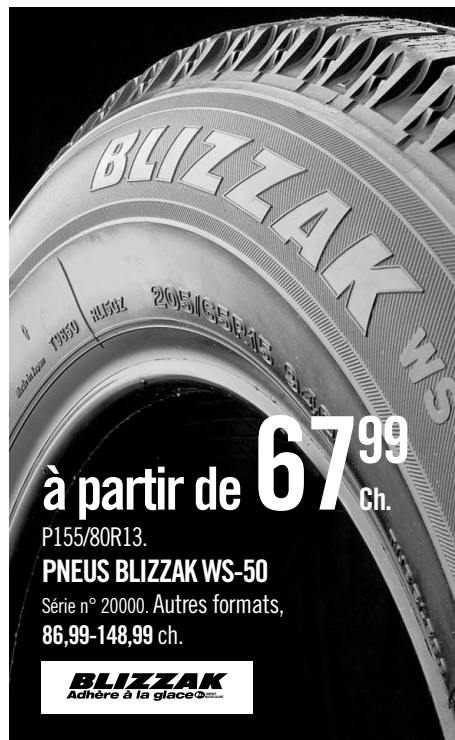
Autres formats aussi en solde

*Détails complets chez Sears



Soldé, à partir de 64⁹⁹ Ch.

P155/80R13.
PNEUS MICHELIN[®] ARCTIC ALPIN
Série n° 16000.
Autres formats, soldé 72,99-155,99 ch.

à partir de 67⁹⁹ Ch.

P155/80R13.
PNEUS BLIZZAK WS-50
Série n° 20000. Autres formats,
86,99-148,99 ch.



ROUES EN ACIER RABAIS 20% à l'achat de pneus.

SEARS[®]

ANJOU*
353-7770
BROSSARD*
465-1000
LASALLE*
364-7310

LAVAL*
682-1200
ST-BRUNO
441-6603
ST-LAURENT*
335-7770

*COMPOSEZ LE POSTE 228

PAS DE PAIEMENT
AVANT FÉVRIER 2002

Détails en magasin

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 4 NOVEMBRE 2001, DANS LA LIMITE DES STOCKS

Copyright 2001, Sears Canada Inc.

ANGLAIS
COURS AXES SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes ; admission continue
à temps partiel et semi-intensif
matin, après-midi, soir, samedi
1 à 7 fois/semaine. • 220 \$ / 30 h*
*Matière, pédagogie, notes, matériel de bases, d'activités, d'écoute, de conversation. 45 \$

COURS INTENSIFS
de jour, 25 h/semaine
145 \$ à 165 \$/semaine*
aussi disp. : 30 h/semaine

Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues

Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, MtL
(514) 278-5309 www.converlang.com

loto-québec résultats

Banco
Tirage du 2001-10-30
01 04 13 14 15
17 19 21 23 39
40 44 46 47 53
55 61 63 65 69

Quintenne
Tirage du 2001-10-30
3 4
134 6099

Extra
Tirage du 2001-10-30
NUMERO: 995114

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets.
En cas de départure entre cette liste et la liste officielle de LQ, cette dernière a priorité.
T.V.A., LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

FLOWING LINES[®]
par
KAUFMANN de SUISSE

Superbe bague
"Flowing Lines" avec
diamant ovale
de 6.12 carats.

KAUFMANN de SUISSE
BIJOUX ET MONTRES - DEPUIS 1954
2195, RUE CRESCENT, MONTRÉAL, H3G 2C1
(514) 848-0595
À PALM BEACH, FL. 210 WORTH AVE.
www.kaufmanndesuisse.com

SOLARIUMS Zytco
APPRECEZ L'HIVER TOUT AU CHAUD
DANS VOTRE SOLARIUM ZYTCO
RIEN À PAYER AVANT MAI 2002

LIVRAISON DANS 4 SEMAINES

VERRE SUPER-ISO-BLOCK
À HAUTE PERFORMANCE
4940 CHEMIN BOIS-FRANC
ST-LAURENT, QC. H4S 1A7

514-335-2050
800-361-9232

Depuis 1982

SERVICE INFORMATIQUE

ORDINATEURS - IMPRIMANTES
Commercial et résidentiel

Appelez-nous 24 hres!

VIA TECH Cueillette et livraison
(514) 928-4607

DES
RÉNOVATIONS
ÉCLATANTES
À TROIS-RIVIÈRES

Métamorphose spectaculaire...

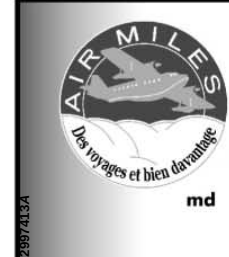
L'HÔTEL
LE PLUS LUXUEUX
DE LA RÉGION!

DES SALLES DE RÉUNION
ET DE BANQUET DERNIER CRI...
... pouvant accueillir jusqu'à 500 personnes !

GOVERNEUR HÔTEL

1-888-910-1111
www.gouverneur.com

975, rue Hart, Trois-Rivières • Tél. : (819) 379-4550



Soyez bien au chaud!

avec nos vêtements plein air pour hommes et femmes... et obtenez des milles de récompense AIR MILES^{MD} avec vos achats!

Consultez notre circulaire dans le journal d'aujourd'hui pour en savoir davantage.

Marque déposée d'Air Miles[®] International utilisée sous licence par «Loyalty Management Group Inc», «Mark's Work Wearhouse» et «Équipeur Lites»

L'Équipeur

Vêtements performants

LA GUERRE AU TERRORISME

Tony Blair reprend son bâton de pèlerin pour convaincre les... Britanniques!



LA PRESSE À LONDRES

Alors que les Britanniques commencent à douter de l'efficacité des frappes en Afghanistan, le premier ministre Tony Blair a tenté de resserrer les rangs de la coalition antiterroriste, hier, en exhortant le public à ne pas oublier la tragédie du 11 septembre.

« Il est important de ne jamais oublier pourquoi nous faisons cela ; ne jamais oublier comment nous nous sommes sentis en voyant les avions s'écraser dans les tours jumelles ; ne jamais oublier ces messages sur les répondeurs téléphoniques ; (...) ne jamais oublier la menace d'Oussama ben Laden dans ses vidéos de propagande », a dit M. Blair dans un discours émotif destiné à convaincre les Britanniques du bien-fondé de l'opération militaire en Afghanistan.

Après trois semaines de frappes, le public doit « conserver son sang-froid », malgré les nombreux reportages montrant des Afghans chassés de leurs villages, tués ou blessés par des obus américains. Malgré, aussi, la confusion qui règne quant aux objectifs poursuivis par les alliés, et malgré la récente admission que le conflit, qu'on avait promis court et ciblé, pourrait s'étirer pendant plusieurs mois, voire des années.

Un sondage publié hier dans le *Guardian* montre que le soutien des Britanniques à une intervention militaire en Afghanistan a chuté de 74 % à 62 % en deux semaines. Une majorité de répondants (54 %) pensent qu'il devrait y avoir une pause dans les bombardements pour permettre à des convois d'aide humanitaire d'entrer au pays.

Tony Blair a tenté de faire vibrer la fibre patriotique des Britanniques dans son discours, prononcé à Cardiff, devant l'Assemblée du pays de Galles. « Quelles que soient nos fautes, la Grande-Bretagne est une nation très morale avec un sens aigu du bien et du mal, a-t-il dit. Et cette fibre morale va défaire le fanatisme des terroristes et de leurs partisans. »

Il y a aussi déclaré que les preuves de la culpabilité d'Oussama ben Laden dans les attentats du 11 septembre étaient désormais « massives ».

« Les preuves, déjà conséquentes lorsque j'y ai fait allusion le 3 octobre, sont désormais massives et confirment la culpabilité » de l'islamiste Oussama ben Laden, a-t-il dit.

La presse britannique, qui encensait le premier ministre au début de la crise, a progressivement adopté un ton plus sceptique quant à l'efficacité des frappes en Afghanistan. Ces critiques ont enragé le chef de la diplomatie britannique, Jack Straw, qui a reproché aux médias leur trop grand appétit pour des nouvelles fraîches, oubliant du même coup la raison des bombardements.

Mais Geoff Mungham, de l'école de journalisme de l'Université de Cardiff, a souligné à la BBC que les médias n'ont jamais cessé de rappeler l'attentat contre le World Trade Center. « S'attaquer aux médias dans des temps comme celui-ci est toujours un signe de faiblesse », a-t-il dit.

« Ce n'est pas un manque de fibre morale qui préoccupe Tony Blair. Ce qu'il veut vraiment dire, c'est que trop de personnes osent critiquer » la stratégie actuelle, a noté le *Mirror*, un quotidien travailliste, dans une attaque en règle contre le gouvernement. « Que ça plaise ou non, le fait est que les habitants de ce pays ne sont pas clairement convaincus qu'arroser Kaboul de bombes empêchera ben Laden de commettre d'autres atrocités. »

M. Blair a répondu à ses critiques en soulignant que les terroristes avaient déjà tué des milliers de gens, et que si l'on ne réagissait



Photo AFP

Tony Blair a tenté de faire vibrer la fibre patriotique des Britanniques dans un discours, prononcé à Cardiff, devant l'Assemblée du pays de Galles, hier.

pas, ils allaient faire d'autres victimes. Il a déclaré que les objectifs des alliés étaient clairs : fermer le réseau Al-Qaeda, poursuivre ben Laden en justice et écarter les talibans du pouvoir.

Messages contradictoires

Les messages confus et souvent contradictoires des militaires et des politiciens ont contribué à ébranler la confiance du public. La semaine dernière, l'influent porte-parole de Tony Blair, Alastair Campbell, a visité Washington pour tenter de coordonner les messages des lea-

ders des deux pays. Cela n'a pas empêché le chef d'état-major britannique, Michael Boyce, d'embarrasser les politiciens en déclarant vendredi que la guerre pourrait durer de trois à quatre ans, et que la lutte contre le terrorisme en général, qu'il a comparé au communisme, pourrait, comme la guerre froide, s'étirer sur un demi-siècle. Le ministre de la Défense, Geoff Hoon, a affirmé le lendemain que l'opération militaire durera plutôt des mois.

Londres a annoncé vendredi la mobilisation de 600 commandos d'élite des Royal Marines pour une intervention terrestre en Afghanistan. Depuis le début des frappes, les Britanniques ont surtout apporté un soutien logistique aux Américains.

Le ministre Hoon a déclaré que les troupes étaient prêtes au combat. Mais il a été contredit lundi par le commandant chargé des opérations, James Burnell-Nugent, qui a affirmé que pour l'instant le rôle des forces britanniques « n'est clair pour personne ». Ses troupes, a-t-il ajouté, pourraient ne pas être utilisées avant l'an prochain.

Il n'y a certes pas de sentiment d'urgence au sein des troupes britanniques, puisque 238 soldats « prêts au combat » prendront 10 jours de vacances à partir du 5 novembre, après un mois d'entraînement dans le désert d'Oman. Ils seront envoyés dans un complexe touristique au bord de la mer.

Reste que quatre Britanniques

sont morts au combat la semaine dernière... après avoir joint le camp des talibans. Les quatre hommes, qui ont été tués dans une frappe américaine à Kaboul, font partie du groupe de musulmans britanniques qui s'étaient rendus en Afghanistan pour prendre part au jihad contre la coalition antiterroriste dirigée par les États-Unis.

Le ministre Hoon a prévenu les musulmans prêts à se battre aux côtés des talibans qu'ils pourraient mourir en Afghanistan ou être poursuivis en justice à leur retour en Grande-Bretagne. Certains membres de l'opposition ont demandé à ce que les volontaires soient jugés pour trahison, même si le pays n'est pas officiellement en guerre.

La tension est vive dans la communauté musulmane de Luton (Bedfordshire), où habitait Afzal Munir, 25 ans, l'un des combattant mort à Kaboul. Quelques journalistes, qui s'y sont rendus lundi, l'ont découvert à leurs dépens, après avoir été bousculés par un groupe d'hommes en colère.

Depuis le début des frappes, plusieurs jeunes ont déserté Luton pour combattre en Afghanistan. « Il y a des gens qui partent tous les jours. Pas seulement de Luton, mais de partout en Grande-Bretagne », a dit un jeune musulman, prêt à partir lui aussi, à un journaliste du *Times*. « Nous sommes tous prêts à sacrifier nos vies pour nos croyances. Je suis jaloux d'Afzal. Il a atteint le paradis. »

D'autre part, un Égyptien habitant Londres a été accusé de conspiration dans le meurtre du leader de l'Alliance du Nord, Ahmed Shah Massoud, assassiné deux jours avant les attentats aux États-Unis.

Yasser el-Siri, 38 ans, a comparu hier matin devant un tribunal de Londres sous haute surveillance. Il a été accusé de complicité pour meurtre, de sollicitation de fonds pour financer le terrorisme et d'incitation à la haine raciale.

L'Égypte demande l'extradition d'el-Siri depuis des années pour sa participation à la tentative de meurtre d'un ancien premier ministre.

LA GUERRE AU TERRORISME

Recherché par le FBI,
il est arrêté alors qu'il
tente d'entrer au Canada

Presse Canadienne

TORONTO — Un homme portant le même nom qu'un individu recherché par le FBI en rapport avec les attentats terroristes commis le mois dernier, a été arrêté alors qu'il tentait d'entrer au Canada, a rapporté hier le *Globe and Mail*.

L'homme est actuellement interrogé par les autorités de l'Immigration canadienne, ainsi que par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), précise le quotidien.

Il était détenteur d'un passeport du Yémen au nom de Samir Mohamed al-Maktari. Ce nom apparaît sur une liste de plusieurs centaines de suspects, témoins importants et autres individus élaborée par le FBI, que les autorités américaines ont distribuée par erreur en Finlande.

On ne sait pas encore de façon précise quel itinéraire l'individu a emprunté avant d'atterrir à l'aéroport international Pearson de Toronto. Il pourrait être arrivé au cours de la fin de semaine.

On ignore aussi s'il tentait d'entrer au Canada à titre de visiteur, d'étudiant, d'homme d'affaires, d'immigrant potentiel ou de demandeur du statut de réfugié.

L'homme serait âgé d'une vingtaine d'années.

Les autorités de l'Immigration ont refusé de confirmer ou de nier l'information, indique le quotidien torontois.

cyberpresse.ca Des dossiers, des cartes géographiques interactives et les dernières nouvelles sur les frappes à www.cyberpresse.ca/monde.

Le SCRS à la source
de la décision américaine

Presse Canadienne

OTTAWA — Le solliciteur général du Canada, Lawrence MacAulay, a indiqué hier, à Ottawa, que c'est le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) qui a prévenu les États-Unis de l'imminence de nouveaux attentats terroristes.

M. MacAulay a précisé que des informations transmises au FBI par le SCRS avaient incité le procureur général américain, John Ashcroft, à décréter l'état d'alerte maximale aux États-Unis.

Lundi, M. Ashcroft a déclaré que certaines informations crédibles l'incitaient à croire qu'une nouvelle vague d'attentats pourrait se produire cette semaine aux États-Unis, ou contre des intérêts américains à l'étranger.

« Le SCRS et la GRC collaborent constamment avec le FBI, qui m'a fait savoir à plusieurs reprises à quel point ces informations lui sont précieuses », a déclaré M. MacAulay hier à sa sortie des Communautés.

À la Chambre des communes, le premier ministre Jean Chrétien a indiqué que le Canada ne faisait l'objet d'aucune menace spécifique.

Les représentants du département de la Justice des États-Unis ont réagi sobrement à la révélation faite par M. MacAulay.

« Nous comptons sur les renseignements que nous fournissons plusieurs sources et des pays amis, dont le Canada fait certainement



John Ashcroft, procureur général américain.

Photo AFP

partie », a commenté Susan Dryden, porte-parole du département à Washington.

Dan O'Brien, porte-parole de M. MacAulay, a souligné que le SCRS n'était pas nécessairement le seul facteur qui avait incité M. Ashcroft à décréter l'état d'alerte.

« Nous ne voulons pas donner l'impression que le SCRS a été l'unique source d'information des Américains », a-t-il précisé.

M. O'Brien a refusé d'expliquer la nature des renseignements canadiens qui ont été

transmis. Il n'a pas non plus précisé si l'on craignait que la menace potentielle contre les États-Unis puisse être lancée depuis le Canada ou un autre pays.

Le SCRS et le FBI se sont refusés à tout commentaire.

M. Ashcroft, qui était accompagné du directeur du FBI, Robert Mueller, lorsqu'il a décrété l'état d'alerte, a indiqué qu'il ne possédait aucune information spécifique concernant un type précis d'attentat ou de cible.

C'est la deuxième fois que les autorités américaines décrètent un état d'alerte depuis les attentats terroristes commis le 11 septembre à New York et à Washington. Chaque fois, ils ont indiqué que des preuves crédibles leur permettaient de croire que quelque chose se tramait, sans donner plus de précisions.

Un pirate
de l'air amnistié
est expulsé

Agence France-Presse

OTTAWA — Un pirate de l'air pakistanais qui avait été condamné à mort pour le détournement en 1984 d'un avion d'Air India, avant d'être amnistié par les autorités du Pakistan, s'est vu délivrer un ordre d'expulsion par la justice canadienne, hier.

La Cour d'appel fédérale a estimé à l'unanimité que Parminder Singh Saini avait été condamné « pour un crime si abominable pour les Canadiens et probablement pour le reste du monde, que la Cour n'est pas tenue de tenir compte de l'amnistie décidée à l'étranger pour ce crime », selon un responsable de la Cour. Parminder Singh Saini a la possibilité de faire appel de cette décision auprès de la Cour suprême du Canada.

Aujourd'hui âgé de 37 ans, il était à la tête d'un commando armé d'activistes sikhs qui avaient détourné un avion des lignes intérieures d'Air India, avec 250 passagers à bord, et qui l'avaient forcé à atterrir à Lahore, au Pakistan. Personne n'avait été sérieusement blessé.

Parminder Singh Saini avait été expulsé du Pakistan en 1995, après dix ans passées dans les geôles pakistanaises, et s'était rendu au Canada, où il avait demandé le statut de réfugié sous un faux nom. En 1998, il avait bénéficié d'une amnistie présidentielle au Pakistan.

allez

voir vos cousins,

allez

voir votre meilleure amie,

allez

voir votre mère.

de 79 \$ à 199 \$

du jeudi au dimanche



Voyez le Canada. Restez chez-nous.

Composez le 877 782 0114 ou parlez à votre conseiller de voyages et mentionnez le code GO CANADA.



STARWOOD.COM

Réservez en ligne pour profiter de nos bas prix et de 500 points Starpoints.



L'offre n'est valable que dans les hôtels participants. Pour réserver, composez le 1 877 782 0114 et demandez le code de promotion GO CANADA. Les tarifs s'appliquent à des nuitées en occupation simple ou double du jeudi au dimanche seulement pour un séjour incluant un vendredi ou un samedi entre le 1^{er} octobre 2001 et le 31 mars 2002. Les réservations en week-ends doivent être faites entre le 5 octobre 2001 et le 27 janvier 2002. Il se pourrait qu'un nombre limité de chambres soit disponible. Cette offre ne peut être combinée à une autre. Les tarifs présentés ici sont sujets à disponibilité selon le taux d'occupation. Certains établissements peuvent ordonner des dates d'interdiction. Des réservations sont requises. Les tarifs s'appliquent à des chambres normales et n'incluent pas les taxes, les pourboires ou les frais supplémentaires. L'offre n'est pas valable pour les groupes. Certaines restrictions peuvent s'appliquer. Les enfants de moins de 17 ans peuvent occuper gratuitement la chambre des parents en utilisant des lits existants. © Starwood Hotels & Resorts Worldwide, Inc.

La province de Terre-Neuve se voit reconnaître son nom entier

Agence France-Presse

OTTAWA — La province canadienne de Terre-Neuve s’est vu reconnaître hier par le Parlement fédéral son nom officiel entier, comme province de Terre-Neuve et du Labrador.

Cette décision du Parlement, qui s’impose à tout le pays, met un point final à une controverse avec la province voisine du Québec, qui a longtemps refusé de reconnaître l’autorité de Terre-Neuve sur la partie orientale du Labrador, région située entre la baie d’Hudson et le golfe du Saint-Laurent.

Terre-Neuve, dont le territoire est aussi constitué de l’île du même nom, située à l’embouchure du golfe du Saint-Laurent, fait partie de la confédération canadienne depuis 1949.

Le Parti Ontario, bon pour le pays...

STEPHEN THORNE
Presse Canadienne

OTTAWA — Le Québec a le Bloc québécois. L’Ouest a l’Alliance canadienne. Et l’Ontario a désormais le Parti Ontario du Canada.

Pourquoi, alors que les libéraux au pouvoir détiennent 101 des 103 sièges, la province a-t-elle besoin de son propre parti fédéral ? Parce que c’est bon pour le Canada, répond le leader intérimaire George Burns, qui a été membre du Parti libéral et président de circonscription à l’Alliance canadienne avant de devenir cofondateur du nouveau parti.

« Un Ontario fort signifie un Canada fort », dit M. Burns, qui espère intéresser les Ontariens — 40 % des électeurs — qui n’ont pas voté lors des dernières élections fédérales, ainsi que plusieurs régionaux de ceux qui ont voté pour les libéraux.

« N’importe quel parti national, quelle que soit son affiliation, doit tenir compte de trop de groupes aux intérêts spécifiques pour tenir sérieusement compte des besoins régionaux de l’Ontario », a-t-il expliqué.

Selon M. Burns, la régionalisation est la voie de l’avenir au Canada. Même les conservateurs sont devenus pratiquement un parti des provinces de l’Atlantique, a-t-il souligné.

Dans l’immédiat, la nouvelle entité veut désigner 50 candidats aussitôt que possible, être reconnue comme parti officiel par Élections Canada et émettre des reçus aux fins de l’impôt pour les dons.

Les dirigeants du parti, qui se sont rencontrés pour la première fois à London, en Ontario, le mois dernier, sont à mettre au point des politiques et des statuts qui seront ratifiés au moment du congrès de fondation, prévu en mai.

Chrétien a dépensé près de 170 000\$ pour empêcher Black de devenir lord

NAHLAH AYED
Presse Canadienne

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien a dépensé 170 000 \$ provenant de l’argent des contribuables pour s’opposer au magnat de la presse Conrad Black devant les tribunaux, au sujet d’un titre de noblesse que M. Black a finalement obtenu le mois dernier.

Des documents internes obtenus en vertu de la Loi sur l’accès à l’information indiquent qu’un cabinet d’avocats privé a émis des factures de près de 172 000 \$, pour avoir assuré la défense de M. Chrétien entre octobre 1999 et oc-

tobre 2000. Selon des sources gouvernementales, la somme payée serait plus près de 168 000 \$.

Conrad Black a intenté sa poursuite en 1999, après que Jean Chrétien l’eut empêché de recevoir le titre de noblesse britannique.

Le gouvernement canadien avait d’abord indiqué qu’il n’était pas opposé à ce que M. Black devienne lord, du moment qu’il n’utilisait pas ce titre au Canada et qu’il devenait citoyen britannique. Mais il a changé d’avis à la veille de la nomination de M. Black.

M. Black, qui était propriétaire du *National Post* à l’époque, a accusé M. Chrétien d’user de représailles à son endroit, en raison de la couverture défavorable que les libéraux avaient reçue dans le quotidien. Il a intenté une poursuite de

25 000 \$, alléguant que M. Chrétien avait fait preuve de négligence et d’abus de procédure en bloquant sa candidature.

La poursuite a été rejetée par un tribunal de moindre instance, et la décision a été confirmée plus tôt cette année par la Cour d’appel de l’Ontario. Le tribunal a ordonné à M. Black de payer une somme — non divulguée — pour couvrir les frais judiciaires de M. Chrétien, ce qui n’a pas encore été fait, a indiqué un porte-parole du cabinet du premier ministre.

Après sa défaite devant la Cour d’appel en mai, M. Black a indiqué qu’il entendait renoncer à sa citoyenneté canadienne pour pouvoir siéger à la Chambre des lords britanniques.

En septembre, la reine a finalement confirmé le statut de lord de M. Black, valable sa vie durant.

2001

PME

LES PME DE LA BANQUE NATIONALE

Distinction

MONTREAL

Reconnaitre l'excellence. Contribuer au rayonnement des entreprises d'ici. Depuis 8 ans, c'est une question de priorité. Parce que nous croyons que les succès des uns peuvent être pour les autres une grande source d'inspiration.

Félicitations aux équipes gagnantes du Programme de reconnaissance Les PME de la Banque Nationale, région de Montréal.

Gilles Lalonde
Directeur de comptes
Montréal Centre-Ouest

PETITE ENTREPRISE

EUROPELAB INC.
Manon Pilon
Directrice technique internationale
Amir Hussein
Président

Carlos Silva
Directeur de comptes
Montréal Centre-Ouest

PME

LES SYSTÈMES D'INFORMATION GENETEC INC.
Pierre Racz
Président

Jean Gamache
Directeur de comptes
Montréal (Centre commercial La Tour)

PME

LES PRODUITS FRACO LTÉE
Armand Rainville
Président

Manon Daigneault
Directrice de comptes
Montréal (Centre commercial La Tour)

PETITE ENTREPRISE

VERTIGOMEDIA INC.
Maria Porco
Vice-présidente, développement des affaires
David Wilkins
Président

Denis Meunier
Directeur de comptes
Nord et Est de Montréal

PETITE ENTREPRISE

LASERTEK SERVICES D'IMPRIMANTES LASER INC.
Michel Martin
Président

BANQUE NATIONALE

VOUS SEREZ PLUS À L'AISE

La Presse

TVA

IBM

Samson Bélaïr Deloitte & Touche

2997393

MacAulay contredit Chrétien sur la menace terroriste au Canada

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Aucune menace terroriste imminente ne pèse sur le Canada, a déclaré hier le premier ministre Jean Chrétien, moins de 24 heures après que les autorités américaines eurent déclenché une alerte générale en raison de la possibilité de nouveaux attentats « dans la semaine ».

Les propos rassurants tenus par M. Chrétien en Chambre étaient cependant affaiblis quelques minutes plus tard par son solliciteur général, Lawrence MacAulay, qui affirmait sans ambages que des individus appartenant à des groupes terroristes reconnus se trouvaient toujours au Canada.

Interrogé par le chef de la coalition de la Représentation démocratique progressiste conservateur (RD/PC), Joe Clark, sur des rapports de police qui ont fait état de la présence à Toronto de membres du réseau terroriste d'Oussama ben Laden, Al-Qaeda, et sur les informations « crédibles » reçues avant-hier aux États-Unis par l'attorney général John Ashcroft, à propos d'une attaque terroriste imminente, M. Chrétien a répondu qu'« il n'y avait pas d'informations de cette nature en provenance du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et de la GRC en ce moment ».

En revanche, M. MacAulay a affirmé, en réponse à une question de l'Alliance, qu'« il y avait des gens impliqués dans les groupes terroristes dans ce pays ». « Que l'on ne se fasse pas d'illusions, a clamé le solliciteur général, il y a des gens dans ce pays qui appartiennent à des groupes terroristes. »

Les partis d'opposition se sont évidemment montrés fort perplexes devant de tels propos apparemment contradictoires. « C'est un peu surprenant, a notamment déclaré Gilles Duceppe, chef du Bloc



Lawrence MacAulay

Photo CP

québécois, parce que si on sait qu'il y a des terroristes dans le pays, ne devrait-on pas prendre un certain nombre de mesures ? »

Joe Clark, de son côté, s'est montré surpris des propos de M. MacAulay, « en particulier, a-t-il dit, dans le contexte de son précédent refus de nous donner l'information en ce qui concerne les réseaux terroristes au Canada ».

Ce que le gouvernement essaie de faire, a aussi affirmé M. Clark, c'est de limiter les questions en ce qui concerne les implications directes du Canada dans l'affaire du World Trade Center. »

Le chef conservateur s'est également indigné du fait que le premier ministre n'ait posé aucune question à l'attorney général des États-Unis lorsque ce dernier a déclaré qu'il y avait une menace « cette semaine même » qui pesait sur les Américains. Selon M. Clark, si une telle menace pèse sur les États-Unis, elle pèse aussi sur le Canada. Le chef conservateur a qualifié le premier ministre « d'irresponsable » puisqu'il n'a pris aucune mesure pour préparer le pays contre une attaque que les Américains croient possible. « Nous venons pourtant de comprendre, avec le 11 septembre, a ajouté Joe Clark,

qu'une attaque dans un coin de l'Amérique du Nord peut tuer des Canadiens et impliquer le Canada dans une guerre contre le terrorisme. Ces gens ferment leurs yeux et prétendent que, s'ils ferment les yeux, le danger va fuir. Le monde ne fonctionne pas comme cela. Ils auraient dû apprendre quelque chose des attaques du 11 septembre. Le premier ministre vit dans un monde de fantaisie lorsqu'il pense qu'une menace d'un côté de la frontière ne représente pas une menace de l'autre côté de la frontière. »

Au bureau du premier ministre, on minimise les propos du solliciteur général Lawrence MacAulay. « Je pense que lorsque le premier ministre du Canada se lève (aux Communies) pour rassurer les Canadiens au sujet de certains faits, a déclaré Duncan Fulton, un porte-parole de M. Chrétien, il le fait généralement en connaissance des plus récentes informations. »

À la sortie des Communies, le ministre MacAulay a cependant repris les propos de son chef en affirmant qu'il n'y avait aucune indication d'une menace quelconque et prochaine contre le Canada. Il a fait état de « l'étroite collaboration » qui existait entre le Canada et les États-Unis au sujet de la crise actuelle et qu'il venait tout juste de parler avec l'attorney général John Ashcroft. « Il est important, a insisté M. MacAulay, de ne pas susciter des craintes injustifiées auprès des Canadiens. »

« Il est important de savoir, a-t-il ajouté, que le directeur du SCRS et la GRC travaillent tout le temps avec le FBI. Bien sûr, j'ai des informations en provenance du SCRS et le SCRS a aussi partagé des informations avec le FBI qui ont mené M. Ashcroft à faire la déclaration qu'il a faite hier. » M. MacAulay a cependant refusé de parler du contenu de ces informations.



Photothèque ALAIN ROBERGE, La Presse©

Au dire de plusieurs, un périmètre de sécurité nord-américain est la solution aux importants bouchons de circulation qui se forment à certains points d'entrée au pays.

Y aura-t-il un périmètre de sécurité nord-américain?

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Craignant d'offusquer les nationalistes canadiens, le gouvernement Chrétien continue d'envoyer des signaux contradictoires quant à sa volonté de créer un périmètre de sécurité à l'échelle du continent nord-américain.

La création d'un tel périmètre a pris une importance nouvelle, hier, après que le président des États-Unis, George W. Bush, eut demandé à ses fonctionnaires d'entreprendre des pourparlers avec le Canada et le Mexique pour harmoniser les politiques des trois pays en matière de douanes et d'immigration.

Cette directive du président Bush augmente la pression sur le premier ministre Chrétien qui n'est pas très chaud à l'idée de créer un tel périmètre, bien qu'il ait convenu lors de son récent voyage en Chine, où se déroulait le Sommet de l'APEC, qu'il serait opportun de discuter de cette question lors d'un sommet l'an prochain avec ses homologues américain et mexicain.

Hier, la ministre de l'Immigration, Elinor Caplan, a dit bien accueillir la directive du président Bush « d'échanger davantage d'information avec nous », mais elle a rejeté l'idée que le Canada adopte un jour les mêmes règles en matière d'immigration que les États-Unis.

« Il est important d'échanger de l'information de manière à pouvoir identifier ceux qui représentent un risque pour le Canada ou les États-Unis. Il est évident que c'est aussi notre objectif », a déclaré la ministre à l'issue de la période de questions.

« Ne vous trompez pas. Les lois canadiennes seront votées ici au Parlement. Mais nous sommes prêts à faire tout en notre pouvoir pour travailler avec les É.-U. et nos alliés afin de s'assurer que le Canada et les É.-U. soient mieux protégés. Mais tout le monde reconnaît que nos lois ne seront jamais identiques », a-t-elle ajouté.

Pourtant, la semaine dernière, la ministre Caplan a admis devant un comité de la Chambre des communes que le Canada avec les États-Unis discutent actuellement des moyens à prendre afin d'assurer une plus grande « convergence » dans la délivrance de visas. Le but est d'avoir une liste quasi identique des pays dont les citoyens ont besoin d'un visa pour entrer aussi bien au Canada qu'aux É.-U.

Autre signal contradictoire : le ministre des Affaires étrangères, John Manley, qui préside le cabi-

net de guerre mis sur pied par M. Chrétien dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, a rencontré le secrétaire américain de la Sécurité intérieure, Tom Ridge, la semaine dernière à Washington, afin de discuter de mesures communes pour intercepter les immigrants illégaux et ceux qui représentent un danger pour les deux pays.

Quant à lui, le ministre des Douanes et du Revenu, Martin Cauchon, doit se rendre à Washington demain afin de rencontrer son homologue américain Robert Bonner pour discuter d'une plus grande harmonisation des politiques des deux pays touchant les douanes.

Depuis les événements tragiques du 11 septembre, les partis d'opposition aux Communies, les provinces ainsi que les gens d'affaires exhortent le gouvernement Chrétien à entreprendre des pourparlers avec les É.-U. afin de créer un périmètre de sécurité. Ils font valoir qu'un tel périmètre est la solution aux importants bouchons de circulation qui se forment à certains points d'entrée au pays et qui freinent la libre circulation des biens et des personnes. Le Canada, déjà aux prises avec un ralentissement économique important, exporte près de 85 % de ses produits aux É.-U.

Hier, les partis d'opposition ont pressé le gouvernement Chrétien d'appuyer sur l'accélérateur dans ce dossier afin d'assurer la libre circulation des marchandises à la frontière canado-américaine.

Le chef du Parti conservateur, Joe Clark, a indiqué qu'il ne fallait pas laisser les terroristes annihiler les gains que le Canada a obtenus en signant un accord de libre-échange avec les É.-U. « Nous devons travailler avec plus de vigueur pour établir un périmètre de sécurité avec les É.-U. Aujourd'hui, la souveraineté n'est plus une question qui relève des frontières. Nous définissons notre souveraineté de la façon dont nous agissons dans le monde », a affirmé M. Clark.

Le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, a renchéri en disant : « Si nous ne rendons pas nos frontières plus sûres en créant un périmètre de sécurité à l'échelle du continent, nous allons mettre notre propre souveraineté en péril. Nous pouvons maintenir notre souveraineté en contrôlant efficacement nos frontières. »

Le Bloc québécois croit de son côté qu'il importe d'inclure le Mexique dans les négociations visant à créer un périmètre de sécurité.

Le Bloc pousse le gouvernement à revoir sa politique d'aide internationale

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Surprise ! Le gouvernement libéral s'est rangé derrière une motion du Bloc québécois hier qui l'exhortait à revoir sa politique d'aide internationale et à faire passer le pourcentage de cette aide, actuellement d'environ 0,25 % du PIB, à 0,7 % du PIB.

Ce pourcentage de l'aide internationale canadienne serait ainsi en accord avec le pourcentage d'aide réclamé par l'Organisation des Nations unies. Si le gouvernement Chrétien mettait tout de suite à exécution cette hausse de sa contri-

bution au soulagement de la pauvreté et du sous-développement dans le monde, il lui faudrait sur-le-champ déboursier environ quatre milliards supplémentaires.

Gilles Duceppe, le chef du Bloc québécois, s'est déclaré très heureux de l'appui gouvernemental à la motion qui avait été mise de l'avant lundi par le député de la circonscription de Lac-Saint-Jean, Stéphan Tremblay. Mais il a souligné qu'il y avait encore loin de la coupe aux lèvres. « Nous aimerions que cela se concrétise, a déclaré M. Duceppe. Mais je rappelle que nous n'avons pas d'engagements. »

Du jeudi 1er novembre au dimanche 4 novembre seulement*

Reduction du prix courant
40%-68%

SALE

du fabricant
PADERNO

Reduction de 40 % sur toutes les bouilloires!

Couvercle non compris.
Promotion d'ouverture à 29,99 \$ seulement*

Reduction de 40 % et boîte Gratuite de thé King Cole

Si vous aimez la cuisine, vous aimerez cette fin de semaine! Pour quatre jours seulement, les articles de cuisine en acier inoxydable de qualité supérieure de Paderno vous sont offerts au **prix réduit de 40 à 68 %**. Grâce à ses poignées isolantes, à ses rebords de casserole à l'épreuve des égouttures et à son contrôle de chaleur étonnant, Paderno établit la norme au Canada en matière d'articles de cuisine. **Et maintenant, elle établit une nouvelle norme en matière d'économies!** En effet, notre sauteuse de 2 litres est offerte en **promotion d'ouverture** à 29,99 \$, au lieu du prix courant de 93 \$. Le prix de nos élégantes bouilloires et théières est **réduit de 40 %**. Et vous obtenez **UN PAQUET GRATUIT** de thé King Cole à l'achat d'une théière! Le **Solde du fabricant Paderno – UN ÉVÉNEMENT À NE PAS MANQUER!**

REGION DE MONTRÉAL

COTE ST. LUC Quinc Rona Cote St. Luc 7005 Chemin Cote St. Luc (514) 487-7662	MONTRÉAL Clinique de la Casserole 7577 rue St. Hubert (514) 270-8544	Equipement de Restaurant de l'est 11990 Notre Dame Est (514) 645-2272	Importations 4255 Belanger Est (514) 722-1711	La Soupière 1611 St. Catherine Ouest (514) 933-7885	Portico 5674 Monkland (514) 481-8001	Tresors De Ma Maison 3301 Est Fleury (514) 321-4373	POINTE CLAIRE Ares Kitchen Supplies 2355 A route transcanadienne (514) 695-5225	RIVIERES DES PRAIRIES Decon 2000 8288 Maurice DuPlessis (514) 648-1325
--	---	--	--	--	---	--	---	--

AMOS Azalee Place Centre Ville 82 1ere Ave Est (819) 732-2819 DES PRES & LAPORT Despres & LaPort 994 Boul Labelle (450) 682-7676 DRUMMONDVILLE Restau-Service Drummondville 436 St. Pierre (819) 477-6255 GRANBY Lamoureux Servicentre 373 Bovin (450) 378-4438	HULL Equipment 3L 774 St. Joseph Blvd. (819) 777-9614 JOLIETTE Boutik Electrik Les Galeries de Joliette 1075 Boul Firestone (450) 759-6561 LAPRAIRIE Mr. Rasoir 775 Boul Taschereau (450) 659-2272 LOUISEVILLE Les Atelier J-Pierre Arseneault 52 St. Marc (819) 228-4456	MONT ST-HILAIRE Quinc Pro Luc Arpin 280 Boul. Laurier (450) 464-5117 ROUYN NORANDA Boutik Electrik Promenades du Cuivre (819) 762-1152 SHAWINIGAN Cadeaux + Plus 444 5e Rue (819) 537-5709 SHERBROOKE Monsieur Chaudron 1030 rue King Est (819) 346-5913 SOREL Electro-Aide 115 Elizabeth (450) 742-5743	ST. ADELE Leblanc Fourniture 1609 Boul St. Adele (450) 229-2855 ST-EUSTACHE Boutik Electrik 127 St-Laurent (450) 491-3355 ST. HYACINTHE JA Vincent & Fils 1890 Des Cascades (450) 774 8484 ST-THERESE Centre Electro Culinaire Place Elite, 95 Boul Labelle (450) 430-2932	TROIS RIVIERES Boutik Electrik Carrefour Trois-Rivieres 4520 Boul. Royal (819) 691-4125 Restau-Services Trois Rivieres 2600 St. Denis (819) 376-2600	VALLEYFIELD Quincaillerie MPM 18 Rue Nicholson (450) 377-9000 VARENNES Fascination Cuisine Galeries Varennes 2020 Rene Gaultier (450) 929-2942
---	--	--	--	--	--



PADERNO

*Tous les magasins ne sont pas ouverts le dimanche. La « Promotion d'ouverture » est limitée aux 20 premiers clients de chaque jour à chaque magasin. Limite de une « promotion d'ouverture » par client. Désolé, pas de bon de réduction différée.

Pour obtenir des renseignements : 1 800 263-9768 ou visitez le site Web : www.paderno.com

Canada

un excellent mode d'épargne. c'est garanti.

OBLIGATION À PRIME DU CANADA	OBLIGATION D'ÉPARGNE DU CANADA
2,30% An 1	1,80% An 1
2,80% An 2	
4,00% An 3	

Emissions 21 et 22 en vente jusqu'au 1^{er} novembre 2001, sous réserve de modifications sans préavis.

Le ministre des Finances peut mettre fin à la vente des obligations en tout temps.

vous pouvez y arriver.

pour acheter directement, consultez www.cec.gc.ca ou composez 1. 888. 773. 9999

NOUVELLES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU CANADA
BATISSEZ SUR DU SOLIDE

Suspension à l'école Dalbé-Viau : le MEQ appuie la direction

MARC THIBODEAU

Le ministère de l'Éducation n'entend pas intervenir à l'école secondaire Dalbé-Viau à la suite de la suspension d'un élève d'origine maghrébine qui a soumis à son enseignante une composition contenant des propos jugés haineux et agressifs par la direction de l'établissement de Lachine.

Les vérifications faites en matinée en réaction au dévoilement de l'histoire par *La Presse* ont convaincu le ministère que l'école et la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys agissaient dans le « meilleur intérêt » de toutes les parties concernées, a indiqué hier Anne Marcotte, la porte-parole du ministre de l'Éducation, François Legault.

« La direction de l'école et la commission scolaire ont toute notre confiance », a déclaré M^{me} Marcotte lors d'un entretien téléphonique.

La commission scolaire, qui refusait de commenter l'affaire lundi, a finalement diffusé hier en fin d'après-midi un communiqué confirmant la suspension du jeune homme, qui n'est pas retourné à l'école depuis deux semaines.

L'organisme, qui souhaite le

transférer le plus rapidement possible dans une autre école secondaire pour procéder à une évaluation plus approfondie de son cas, a précisé que le conseil des commissaires se penchera lors de sa prochaine réunion, le 5 novembre, sur une demande de révision présentée par les parents.

Un comité d'examen sera mis sur pied à cette occasion pour étudier la situation et faire des recommandations au conseil, qui sera finalement appelé à trancher lors de la réunion suivante.

La commission scolaire fait valoir que c'est le refus des parents de « donner suite aux propositions de modalités de réintégration formulées par l'école » qui prive actuellement l'adolescent de l'éducation à laquelle il a droit puisque la suspension officielle ne devait durer que quatre jours.

Les parents de l'adolescent, qui refusent d'être identifiés pour protéger son identité, réclament sa réintégration à l'école Dalbé-Viau dans les plus brefs délais et s'opposent vigoureusement à toute nouvelle évaluation de l'enfant, qui avait été vu par un psychologue de l'établissement à la mi-octobre, au lendemain du début de sa suspension.

La direction de l'école a « complètement dérapé » en interprétant la composition du jeune homme comme une lettre de menace puis-

qu'il s'agit, insistent-ils, d'une « simple fiction » n'ayant aucun lien avec la réalité.

La composition a été faite dans le cadre d'un cours d'anglais portant sur les rêves. Les élèves étaient priés de décrire un rêve, réel ou purement imaginaire, en relevant la présence de symboles oniriques vus au cours des semaines précédentes.

Or, plaide la mère, plusieurs des symboles vus par les élèves avaient une connotation négative. « Ils avaient notamment parlé d'armes. Ça pouvait donner toutes sortes de récits », indique-t-elle.

L'adolescent, qui obtient d'excellentes notes, affirme pour sa part qu'il a écrit le texte en incarnant un personnage qui est l'antithèse de sa propre personne.

Son texte présente le rêve d'un « très mauvais » élève en colère contre les enseignants en raison des mauvaises notes qu'il reçoit. Il se présente armé à l'école, ouvre le feu sur la secrétaire et les enseignants et rit en les voyant tomber au sol.

Le récit a suscité un vif émoi au sein de l'établissement, qui a avisé le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal de la teneur du récit. L'enquêteur responsable du dossier a conclu, après avoir rencontré les principaux intéressés, que l'adolescent ne présentait aucun risque pour la sécurité publique.

Le droit de vote des élèves dans les conseils d'établissement crée des remous

MARC THIBODEAU

LA CENTRALE DES syndicats de l'enseignement du Québec (CSQ) menace de recourir à des moyens de pression si le ministre de l'Éducation François Legault va de l'avant avec un projet de loi conférant le droit de vote aux élèves qui siègent sur les conseils d'établissement des écoles secondaires.

« Si le projet de loi est adopté dans sa forme actuelle, ce sera un signe de non-reconnaissance de l'importance de l'apport des enseignants dans les écoles. Je ne peux pas vous dire aujourd'hui que nous procéderons à un boycott, mais je ne peux pas vous dire non plus que ça va être bien reçu par nos membres. Nous devons consulter nos instances », a indiqué hier la présidente de la CSQ, Monique Richard, lors d'un entretien téléphonique.

La CSQ, insiste M^{me} Richard, est d'accord avec le principe d'accorder le droit de vote aux élèves, mais déplore que cette initiative, dans la forme proposée par le ministre, ait pour effet de compromettre « l'équilibre » existant au conseil d'établissement entre le personnel, les parents et les élèves.

« En 1997, lors de l'adoption du projet de loi 180 (qui instituait les conseils d'établissement), nous avions défendu le principe que les personnes offrant les services éducatifs devaient peser aussi lourd que les personnes les recevant, soit les élèves et les enseignants. Nous tenons toujours à cette répartition des pouvoirs, mais le ministre ne semble pas disposer à nous entendre », note M^{me} Richard.

Pratiquement, cette approche se traduirait par l'ajout de deux postes pour le personnel ou le retrait de deux postes aux parents.

La Loi sur l'instruction publique prévoit à l'heure actuelle que les conseils d'établissement doivent regrouper quatre représentants des parents, quatre représentants du personnel, dont au moins deux enseignants, ainsi que deux élèves n'ayant pas le droit de vote dans les établissements offrant l'enseignement secondaire du second cycle.

Le projet de loi 35 confère le droit de vote à ces derniers sans changer le nombre de représentants de chacun des groupes en présence.

La Fédération des comités de parents de la province du Québec (FCPPQ), qui se dit aussi acquise à l'idée d'accorder le droit de vote aux représentants des jeunes, rejette le projet de loi pour des raisons similaires à la CSQ. Son président, Gary Stronach, note que les parents ne veulent pas perdre d'influence au sein du conseil d'établissement.

M. Stronach estime que les parents devraient compter deux postes de plus au sein des conseils d'établissement de manière à disposer d'autant de voix que le personnel et les élèves réunis.

Jusqu'au 2 novembre 2001



ACHETEZ 12 BOUTEILLES DE VOTRE CHOIX ET OBTENEZ-EN UNE 13^e GRATUITEMENT.

La bouteille offerte gratuitement sera la moins chère des treize.

18+

La modération a bien meilleur goût.

EducAlcool

SAQ

Au plaisir!

www.saq.com

2999431A

18 ans et plus. Titulaires de permis et Comptoirs Vin en vrac exclus. La bouteille offerte gratuitement est toujours la moins chère de l'ensemble d'une même transaction, après application de tous les rabais. Cette promotion s'applique par tranche d'achat de 13 bouteilles de tout format. Achats non cumulatifs. Cette promotion est applicable sur tous les produits à l'exception des chèques-cadeaux. Quantités limitées.





Archives La Presse

Gilles Taillon, du Conseil du patronat, et Marc Laviolette, de la CSN.

Le déficit de la CSST fait craindre une hausse de la cotisation en 2003

CLAUDE-V. MARSOLAIS

LA RÉUNION DU conseil d'administration de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) qui devait se tenir demain afin d'étudier la façon de combler le déficit appréhendé de 400 millions a été reporté au 8 novembre, ce qui laisse croire que les partenaires syndicaux et patronaux ne se sont pas encore entendus pour proposer au gouvernement une plus grande autonomie de l'organisme qui ferait en sorte qu'il soit exclu du périmètre comptable du Conseil du Trésor en retour de la prise en charge du déficit.

Le président de la CSN, Marc Laviolette, croit que les représentants patronaux hésitent parce qu'ils craignent une augmentation de la cotisation en 2003. Il est question d'augmenter de 10 cents la cotisation qui a été fixée à 1,85 \$ en 2002. Cela représente 60 millions additionnels que les employeurs devraient assumer, en plus du 1,7 milliard qu'ils déboursent actuellement.

Il y a une autre façon d'éliminer le déficit sans augmenter la cotisation, c'est de puiser à même le fonds de réserve, mais cela aurait pour effet de diminuer la capitalisation du régime d'indemnisation qui passerait de 103,8 % actuellement à 92 %.

Le président du Conseil du patronat, Gilles Taillon, soutient que son organisme est d'accord pour se retirer du périmètre comptable du gouvernement, mais il veut d'abord savoir de quelle autonomie on parle pour la CSST. En ce qui concerne l'hypothèse d'une

hausse de cotisations, il n'est pas aussi affirmatif que le président de la CSN en signalant qu'il est toujours possible d'amortir un déficit sur quelques années.

Reste à savoir si le gouvernement est prêt à accorder l'autonomie à la CSST après la lui avoir retiré, il y a trois ans, à la demande du vérificateur général du Québec. On sait que l'intégration au périmètre comptable de la CSST et de 91 autres organismes avait permis au gouvernement Bouchard de devancer d'un an l'atteinte du déficit zéro en utilisant les surplus budgétaires de ces organismes.

Le déficit de 400 millions appréhendé à la CSST est attribuable à deux facteurs : les mauvais rendements obtenus par la Caisse de dépôt et placement qui gère les fonds de la CSST et la diminution des impôts des particuliers. Ce dernier point s'explique du fait que la CSST compense les accidentés du travail à 90 % de leur salaire net. Un salaire plus élevé signifie automatiquement des débours plus grands à moins que l'on diminue le pourcentage du salaire assurable.

Selon des spécialistes en santé et sécurité au travail auprès des centrales syndicales, ce ne sont pas toutes les provinces qui ont prévu d'intégrer leur régime d'indemnisation des accidents du travail au périmètre comptable du budget gouvernemental. Au moins la moitié, semble-t-il, l'ont exclu. « Qu'il soit exclu ou inclus, cela ne change pas grand-chose puisque la situation de ces régimes apparaît inévitablement dans les états financiers consolidés des gouvernements », laisse-t-on entendre.

La loi sera ajustée au rôle accru des infirmières

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le ministre de la Santé, Rémy Trudel, s'est dit hier favorable à la reconnaissance « inévitable » des responsabilités accrues qu'acceptent de remplir actuellement les infirmières au Québec.

Inchangée depuis 30 ans, la loi qui encadre la définition de tâche des infirmières devra « faire plus de place » à ce groupe dans les services de santé.

Les infirmières « n'ont cessé d'améliorer les services en améliorant les pratiques », a dit hier M. Trudel devant près de 1000 infirmières réunies en congrès sous les auspices de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec.

Les futurs groupes de médecine familiale, les réseaux intégrés de services accroîtront les responsabilités des infirmières. « Cet enrichissement de la pratique infirmière devra inévitablement entraîner des modifications au cadre réglementaire et législatif qui délimite ces activités », a promis le ministre Trudel. Ces modifications législatives « vous feront plus de place dans notre système de soins de santé et de services sociaux », a-t-il ajouté.

Les travaux entrepris par l'Office des professions visent à faire reconnaître cette évolution récente de la pratique infirmière, selon M. Trudel. D'ici un mois, un comité ad hoc du ministère soumettra un rapport à l'Office des professions qui servira de base à des recommandations pour moderniser les règles qui régissent ce corps professionnel.

La présidente de l'Ordre des infirmières, M^{me} Ghyslaine Desrosiers, s'est dite heureuse de l'ouverture manifestée par le ministre sur cette question. « Cela fait 30 ans que la loi n'a pas été touchée, il faut définitivement prévoir un plancher qui permette aux infirmières de prendre des initiatives sur le plan clinique. »

La loi devrait reconnaître des actes que les infirmières font déjà en région ou dans certaines cliniques spécialisées, et qui sont « complètement illégaux » au sens strict de la loi, a-t-elle souhaité.

Ces changements mettraient les infirmières à l'abri d'éventuelles poursuites, mais il faut surtout que la loi confirme le rôle des infirmières pour circonscrire les programmes de formation. L'Ordre n'a pas le mandat de discuter des salaires, mais dans certains cas la responsabilité supplémentaire pourrait être reconnue au plan monétaire. Quatre provinces ont déjà ajusté leurs lois, ce qui a augmenté le pouvoir d'attraction de cette spécialité, a-t-elle fait valoir.

Assurance-vieillesse

Par ailleurs, Rémy Trudel a indiqué hier qu'il avait demandé à l'ancien président de la commission sur la santé au Québec, Michel Clair, de vérifier la faisabilité d'une caisse d'assurance-vieillesse. Selon des proches de M. Clair, ce travail est toutefois déjà réalisé.

Quant à la création d'une cagnotte d'assurance-vieillesse, le projet est carrément au frigo, pour l'avenir prévisible, assure-t-on dans l'entourage de Bernard Landry.

| LA TOILE DU STADE |

Le gouvernement avait-il la sécurité du public à coeur?

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — Plus d'un mois avant que ne se déchire la toile du Stade olympique, le 18 janvier 1999, la Régie des installations olympiques s'était dite « très préoccupée » par sa fiabilité lors d'une réunion avec les représentants de la compagnie Birdair.

Le procès-verbal de cette réunion du 11 décembre 1998, rendu public hier par le critique de l'opposition libérale, François Ouimet, précise que « compte tenu de ses nombreuses déchirures et signes d'usure prématurés, la Régie se dit très préoccupée de la fiabilité de la toile dans son ensemble ». La position de l'entrepreneur Birdair était attendue dans les jours suivants. Le document évoque aussi des zones de la toile Sheerfill « qui ne rencontrent pas le facteur de sécurité exigé ».

La semaine dernière, M. Ouimet avait révélé que le gouvernement avait été averti en octobre 1997 par des experts indépendants de la probabilité que le nouveau toit ne puisse supporter les charges de neige.

« Pourquoi le gouvernement a-t-il laissé

des citoyens rentrer dans le Stade alors qu'il savait, quatre semaines à l'avance, que le toit risquait de leur tomber sur la tête ? » a demandé hier M. Ouimet, en rappelant que la déchirure de la toile, sous le poids de la neige, avait fait des blessés.

« En tout temps, à chaque fois qu'on a posé des questions à Birdair, Birdair s'est fait rassurant sur la capacité de la toile de supporter des charges de neige », a répliqué le ministre responsable de la régie, André Boisclair. Il a aussi accusé le député Ouimet de « défendre les intérêts de Birdair », que le gouvernement compte maintenant poursuivre.

Selon le ministre, le gouvernement s'est comporté « de façon responsable » dans le dossier. « Birdair elle-même avoue qu'ils ont des obligations qui vont au-delà de leur contrat et qu'ils devaient nous fournir une toile qui correspond à la réalité du climat québécois, ajoute M. Boisclair. Est-ce que je peux rappeler aussi que Birdair doit mettre le Sheerfill qui convient, au-delà de ce qui est prévu au contrat ? »

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

31 octobre 2001

Page A13 manquante

Shimon Peres prépare seul une initiative de paix

Le ministre israélien proposerait le démantèlement des colonies juives de la bande de Gaza

d'après AP et AFP

JÉRUSALEM — Le ministre israélien des Affaires étrangères, Shimon Peres, prépare, de manière indépendante, une initiative de paix qui prévoit, d'après la presse israélienne, le démantèlement des implantations juives de la bande de Gaza, exigé par les Palestiniens mais toujours rejeté par le premier ministre Ariel Sharon.

Le chef de la diplomatie israélienne a reconnu hier qu'il préparerait une initiative, mais a refusé d'en préciser les détails, qui pourraient creuser encore le fossé au sein d'un gouvernement déjà pro-

fondément divisé par les incursions de l'armée il y a deux semaines dans plusieurs des principales villes de Cisjordanie après l'assassinat du ministre israélien démissionnaire du Tourisme, Rehavam Zeevi, le 17 octobre.

Selon le journal israélien *Maariv*, le plan, qui doit être présenté dans les jours qui viennent, inclut un retrait de l'ensemble de la bande de Gaza et le démantèlement des colonies israéliennes qui s'y trouvent.

À l'issue d'une rencontre avec le président croate, Stipe Mesic, Peres a déclaré qu'il rencontrerait probablement le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, au

cours du week-end à l'occasion du Forum Euro-Méditerranée en Espagne. Mais il a souligné que les deux hommes ne négocieraient pas. « Les négociations doivent être préparées avec beaucoup de précautions, sinon cela crée une déception plutôt que de l'espoir ».

Par ailleurs, 16 personnes, dont deux députés arabes israéliens, ont été blessées hier dans le nord d'Israël au cours de heurts entre la police et des Arabes israéliens opposés à la construction d'un tronçon d'autoroute sur leurs terres, a rapporté la radio publique.

Les député Ahmed Tibi et Issam Makhoul ont été conduits dans un

hôpital de la ville de Kfar Saba après que de violents affrontements eurent opposé la police à une manifestation d'Arabes israéliens près des villages de Taïbeh et Tira. Dix policiers et quatre autres manifestants ont été blessés après que la police eut chargé les protestataires à la matraque, a ajouté la radio.

Les incidents ont commencé quand des habitants de ces villages arabes ont lancé des pierres sur les ouvriers venus avec des pelleteuses pour entamer les travaux de construction d'un tronçon de l'autoroute trans-israélienne.

Par ailleurs, les Israéliens ont détruit cinq habitations palesti-

niennes dans les quartiers de Beit Hanina et Shouafat à Jérusalem-Est. Dans un communiqué, la mairie de Jérusalem a affirmé avoir démoli quatre bâtiments construits illégalement.

L'armée israélienne a blessé cinq Palestiniens dans la bande de Gaza, où elle a mené une incursion, détruisant des champs palestiniens.

Israël a persisté hier dans son refus de se retirer de secteurs de cinq villes autonomes palestiniennes, affirmant que ses troupes resteraient en place tant que l'Autorité palestinienne n'aurait pas arrêté les meurtriers du ministre israélien du Tourisme le 17 octobre.



EXPRESS INTERNATIONAL

France | Chirac à 51 %

SI LE SECOND tour de l'élection présidentielle française avait lieu dimanche prochain, Jacques Chirac serait réélu président avec 51 % des suffrages contre 49 % pour Lionel Jospin, des résultats identiques à ceux du mois dernier, selon un sondage BVA que publie cette semaine Paris-Match. Au premier tour, le président de la République obtiendrait 24 % des suffrages, alors que le premier ministre accuse une baisse de 4 points avec 22 % contre 26 % le mois dernier. Cette érosion bénéficie aux candidats de la gauche plurielle en général, mais en particulier à Jean-Pierre Chevènement, qui obtiendrait, au premier tour, 12 %. Le nouveau candidat des verts, Noël Mamère, recueillerait 6 % et le communiste Robert Hue, 5 %. À droite, le président du Front national, Jean-Marie Le Pen est crédité de 9 %, le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, 5 %, le président de l'UDF, François Bayrou, 4 % et Charles Pasqua de 3 %. — d'après AP

Russie | Extrême droite

DEUX VENDEURS ont été tués et 15 autres blessés hier soir après qu'environ 300 jeunes hommes proches d'une organisation d'extrême droite eurent attaqué un marché de Moscou où travaillent des marchands originaires du Caucase, a rapporté l'agence *Interfax*. Les assaillants, armés de chaînes de vélo et de barres de métal, ont fait irruption sur le marché situé près de la station de métro Tsaritsino (Sud) vers 20 h 30 (heure locale). Selon des témoins cités par l'agence, les agresseurs étaient vêtus de tenues de camouflage et certains d'entre eux portaient des insignes du parti extrémiste de droite Unité nationale russe (RNE). Une dizaine de délinquants ont été arrêtés par la police, qui a tiré plusieurs coups de feu en l'air. Le parti RNE est interdit depuis 1999 dans la région de Moscou. — d'après AFP

Sri Lanka | Pétrolier attaqué

LES REBELLES tamouls ont lancé hier, au large de la côte Nord-Est du Sri Lanka, une attaque-suicide contre un pétrolier, le Silk Pride, dont les 12 membres d'équipage et 13 des 16 militaires qui étaient à bord ont pu être repêchés peu après l'attentat, a-t-on appris de source officielle à Colombo. Cette attaque est survenue au lendemain d'un attentat manqué à Colombo contre le premier ministre sri-lankais, Ratnasiri Wickremenayake, qui a eu la vie sauve grâce à l'interception par la police d'un kamikaze, qui s'est suicidé en actionnant la bombe qu'il portait sur lui, tuant également trois autres personnes. Le pétrolier, selon un porte-parole du ministère de la Défense, a été attaqué par des « Tigres » tamouls qui se sont approchés du navire avec cinq embarcations dont une au moins étaient bourrées d'explosifs. — d'après AFP

Algérie | Treize morts

TREIZE PERSONNES, dont 12 gardes communaux, ont été tuées hier par un groupe armé islamiste au douar Ouled Rafaa, dans la région de Relizane, à 300 km à l'ouest d'Alger, ont annoncé les services algériens de sécurité. Les victimes ont été prises à 7 h (heure locale) dans une embuscade tendue à un camion qui les transportait sur la route entre Mendes, chef-lieu de la daïra (sous-préfecture) et Ouled Rafaa. Un autre garde communal a été blessé dans cette nouvelle tuerie, précise-t-on de même source. Dans cette région opèrent des éléments du Groupe islamique armé (GIA) d'Antar Zouabri qui, avec le Groupe salafiste pour la prédication et le Combat (GSPC) d'Hasan Hattab, continuent leurs attentats, refusant la politique de « réconciliation nationale » du président Abdelaziz Bouteflika. — d'après AFP

Ukraine | Dernier silo détruit

L'UKRAINE a détruit hier dans la région de Mykolaïv (sud) le dernier de ses silos pour missiles intercontinentaux SS-24, hérités de l'URSS, dans le cadre d'un accord sur la dénucléarisation signé en 1994. Pour achever son désarmement nucléaire, cette ex-république soviétique devra encore d'ici 2005 démanteler 46 missiles SS-24 déjà dépouillés de leurs ogives nucléaires en 1996. Au lendemain de l'effondrement de l'URSS en 1991, l'Ukraine était devenue la troisième puissance nucléaire de la planète avec près de 1300 ogives et 176 missiles stratégiques (dont 130 SS-19 et 46 SS-24). La destruction de son arsenal de SS-19 et de ses silos avait été achevée en 1999. Kiev avait transféré en 1996 toutes ses ogives nucléaires en Russie pour qu'elles y soient détruites dans le cadre d'un accord tripartite signé en janvier 1994 entre Kiev, Moscou et Washington. — d'après AFP

Iran | Hebdo suspendu

LA JUSTICE iranienne a ordonné hier la suspension d'un important hebdomadaire réformateur pour ses articles jugés « insultants » à l'égard du régime islamique, a annoncé l'agence officielle *IRNA*. L'hebdomadaire, *Omid-é-Zanjan* est un titre réformateur publié à Zanjan, chef-lieu de la province du même nom située à l'ouest de Téhéran. Son responsable, Jafar Karami, un ancien combattant et mutilé de la guerre Iran-Irak (1980-88) a été quant à lui condamné à 91 jours de prison, a ajouté *IRNA*, soulignant que la justice a transformé sa détention en deux ans de sursis en raison du fait qu'il est « mutilé de guerre ». La Cour, présidée par le juge Ahmad Khatami, a affirmé que le journal et son directeur avaient publié des articles « insultants pour les plus hauts dirigeants et le régime islamique ». — d'après AFP

Notre prix est plus bas



- Moteur V6 3,1 L de 170 HP alliant performance et économie d'essence
- Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée
- Climatiseur
- Système de freinage antiblocage aux 4 roues
- Suspension indépendante et roues de 15 po
- Régulateur de vitesse
- Lecteur CD
- Verrouillage des portes automatique et programmable avec dispositif antiverrouillage
- Vitres, rétroviseurs et coffre à commandes électriques
- Dispositif antivol PASSLock
- Télédéverrouillage des portes
- Banquette arrière à dossier divisé 60/40 rabattable
- Verrouillage de sécurité pour enfants aux portes arrière
- Moulures latérales
- Chauffe-moteur
- Protection antidécharge de la batterie
- Système d'échappement en acier inoxydable
- Volant inclinable
- Assistance routière

19 998\$*
ou 268 \$/mois**
location 48 mois

LA MALIBU DE CHEVROLET

La route. Sans le doute.



Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux Malibu neuves sélectionnées 2002 en stock telles que décrites ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. *À l'achat, préparation incluse, transport (830 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. Le prix d'achat inclut un crédit de livraison et ne peut être jumelé à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. **Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec un versement initial ou échange équivalent de 2 742 \$. Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité de 325 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. Une commande ou un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour plus de renseignements, voyez votre concessionnaire participant, visitez le gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483.

Le procès de Milosevic fixé au 12 février

L'ancien président yougoslave se montre plus agressif que jamais envers le TPI

Agence France-Presse

LA HAYE – Slobodan Milosevic s'est montré hier plus agressif que jamais envers le Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie, alors que les juges ont fixé provisoirement le début de son procès pour les crimes commis au Kosovo au 12 février 2002.

« Cessez de m'ennuyer avec la lecture de textes qui sont du niveau intellectuel d'un enfant de sept ans, pardon, d'un enfant retardé de sept ans », a lancé l'ancien président yougoslave dans une référence aux actes d'accusation établis contre lui par le procureur du TPI, Carla Del Ponte.

Les deux actes d'accusation, l'un pour son rôle au Kosovo en 1999, l'autre pour sa responsabilité dans la guerre de Croatie (1991-1995), lui ont été lus intégralement lundi à l'audience, l'ancien président ayant jusqu'à présent refusé d'en prendre connaissance.

Milosevic qui, pour la première fois, n'arborait pas son habituelle cravate aux couleurs de la Yougoslavie, a demandé la destitution de Carla Del Ponte, jugée « partielle », avant d'accuser le TPI de « donner des ailes aux terroristes albanais du sud de la Serbie ».

L'ancien homme fort de Belgrade

a même affirmé que « ben Laden était en Albanie deux ans après les attentats contre les ambassades américaines » en Tanzanie et au Kenya, en août 1998.

« Il cherche à gagner en popularité en faisant référence à la campagne antiterroriste menée actuellement », estimait un responsable d'Human Rights Watch, Richard Dicker.

Milosevic a cependant tenu à montrer sa détermination. Se plaignant de la surveillance permanente dont il fait l'objet à la prison du TPI, notamment afin d'éviter qu'il ne mette fin à ses jours, l'ancien chef de l'État a affirmé qu'il ne se « suiciderait jamais ». « Pour ma famille, mais aussi parce que je dois vaincre cette farce de tribunal », a-t-il ajouté.

Pour la première fois hier, les juges ont fixé une date pour le début du procès de Milosevic pour les crimes commis au Kosovo. Celui-ci devrait commencer le 12 février 2002. Cette date reste cependant sujette à caution. Le procureur a confirmé hier son intention de signer la semaine prochaine une inculpation pour la Bosnie, qui inclura l'accusation de génocide.

Dans la foulée, Del Ponte demandera le groupement des inculpations sur le Kosovo, la Croatie et la Bosnie. Si cette requête est acceptée, elle aboutira à la tenue d'un seul et unique procès pour tous les chefs d'inculpation.

Le début du procès pourrait alors être retardé afin de respecter les



Photo AFP

Slobodan Milosevic a assisté pour la deuxième journée, hier à La Haye, aux audiences préliminaires du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

procédures du TPI. « Nous sommes prêts pour le Kosovo et la Croatie mais il faut environ trois mois et demi entre la confirmation d'un acte d'accusation et le début d'un procès. Or l'acte d'accusation sur la Bosnie ne sera déposé qu'en novembre », a déclaré la porte-parole du procureur, Florence Hartmann.

Les éléments dévoilés hier par Del Ponte laissent en tout cas entrevoir un procès-fleuve. Le procureur a estimé qu'elle aurait besoin de 170 jours pour présenter son cas dans le dossier du Kosovo et d'autant pour démontrer la responsabilité de Milosevic en Croatie et en Bosnie.

La seule présentation de l'accusation pourrait donc prendre 500 jours, soit plus d'un an, auquel viendraient s'ajouter la réponse de la défense et les remarques éventuelles des *amici curiae*, les avocats nommés par la Cour pour l'assister à conduire un procès équitable.

Par ailleurs, l'avocat devant la justice néerlandaise de Milosevic, Nico Steijnen, va entreprendre une action en référé contre un de ces *amici curiae*.

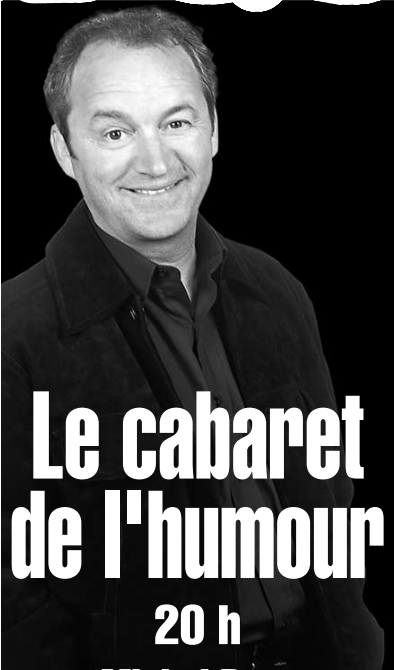
« Le droit de M. Milosevic de se défendre seul est usurpé par M^e Wladimiroff », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse organisée par le Comité international de défense de Slobodan Milosevic. « M^e Wladimiroff doit déclarer clairement qu'il ne défend pas Slobodan Milosevic et prendre ses distances de toute parole ou de tout acte qui pourrait être interprété comme tel ».

Steijnen a par ailleurs confirmé qu'il interjetterait appel de la décision d'un tribunal de La Haye qui avait déclaré irrecevable une requête de Milosevic demandant que soit reconnue par la justice néerlandaise l'illégalité du TPI et de sa détention.

Steijnen a encore affirmé qu'il poursuivrait les actions en justice en faveur de Milosevic « jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme » de Strasbourg.

cyberpresse.ca La chronologie des événements depuis l'arrestation de Milosevic à www.cyberpresse.ca/milosevic

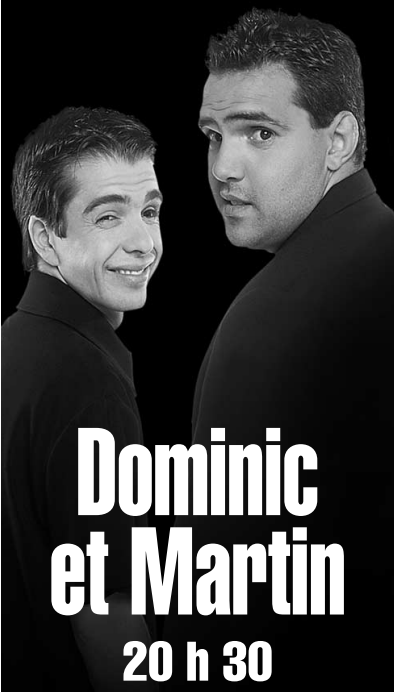
Ce
soir à
TQS



Le cabaret
de l'humour

20 h

Avec Michel Barrette
et Jici Lauzon



Dominic
et Martin

20 h 30

Invités : José Gaudet
et Mario Tessier

Spéciaux
du mercredi

21 h

Pour le meilleur...
et pour le rire.

De drôles de noces pour
les mariés et leurs invités !

3000203A

2990160

+

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

31 octobre 2001

Page A17 manquante

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Montréal: choisir la réconciliation



Les Montréalais choisiront dimanche le premier maire du nouveau Montréal. La campagne électorale qui s'achève les laisse devant une décision difficile, ni l'un ni l'autre des principaux candidats n'ayant livré une performance convaincante.

Comme tout choix électoral, celui-ci sera fondé sur une multitude de considérations, allant de la personnalité des candidats au débat sur les fusions municipales. *La Presse* estime qu'après les déchirements provoqués par ce débat, les Montréalais doivent choisir le candidat qui sera le mieux en mesure de panser les plaies, d'amener les adversaires des fusions à participer à la construction de la nouvelle ville.

Pierre Bourque dirige les destinées de la métropole depuis sept ans. Après un premier mandat chaotique, M. Bourque a gagné en expérience et en sagesse. De sorte que le second mandat qui s'achève s'est déroulé dans la prospérité, et dans une sérénité relative.

Mais M. Bourque reste un dirigeant solitaire et imprévisible, porteur de conceptions bien personnelles de la démocratie, de la gestion et de l'urbanisme. Il a l'habitude de s'entourer d'admirateurs béats plus que d'administrateurs compétents, Guy Coulombe étant l'exception qui confirme la règle.

Cela dit, Montréal doit à Pierre Bourque d'avoir relancé le projet « Une île une ville » cher à Jean Drapeau, et de l'avoir défendu avec tant de conviction qu'il a fini par y rallier le gouvernement du Québec. *La Presse* est depuis longtemps favorable à une consolidation de l'administration municipale à l'échelle de l'île, parce que ce changement

large éventail d'alliés pourrait être un gage de succès.

Mais il pourrait aussi paralyser le maire. Le poids de la banlieue dans une administration Tremblay ne serait-il pas trop grand, l'amenant à vider l'administration centrale de tout pouvoir réel ? À privilégier une vision banlieusarde du développement de l'île ? Cela ne doit pas se produire. L'hôtel de ville doit continuer d'avoir comme priorité le développement des quartiers centraux, sans lesquels Montréal n'est rien.

On le voit, une fois qu'ils ont soupesé les personnalités, les bilans et les déclarations, les Montréalais ne sont pas tellement plus avancés. MM. Bourque et Tremblay possèdent tous deux des qualités indéniables ; chacun souffre de faiblesses importantes. Rien dans les catalogues qui leur font office de programmes ne permet de les distinguer vraiment l'un de l'autre. On peut supposer que Pierre Bourque sera plus « centralisateur », tandis que Gérald Tremblay sera plus sensible aux demandes des arrondissements. Mais au chapitre du partage des pouvoirs, l'essentiel est déjà prévu dans la loi.

Alors, sur quelle base choisir ? Il faut revenir à ce qui fait la force et l'originalité de Montréal. Montréal possède plusieurs atouts, mais le principal, celui qui la distingue de toute autre ville dans le monde, c'est cette alliance, parfois tendue mais toujours féconde, entre deux grandes cultures. Le Montréal nouveau, comme le Montréal du passé, doit être construit par les anglophones et les francophones, ensemble. Certes, le français doit être de plus en plus la langue commune des Montréalais. Certes, comme toutes les métropoles, celle du Québec s'est enrichie d'apports culturels multiples. Mais Montréal ne sera pas Montréal sans la participation enthousiaste de sa population anglophone.

De la même manière, le projet « Une île une ville » est fondé sur un nouveau partage des devoirs et des avantages urbains. Pour les banlieusards, il se traduira par une hausse du fardeau fiscal et par la perte d'une certaine intimité municipale. Les dirigeants de la nouvelle ville ne peuvent leur demander de faire de tels sacrifices sans aussi les écouter, et surtout, les impliquer.

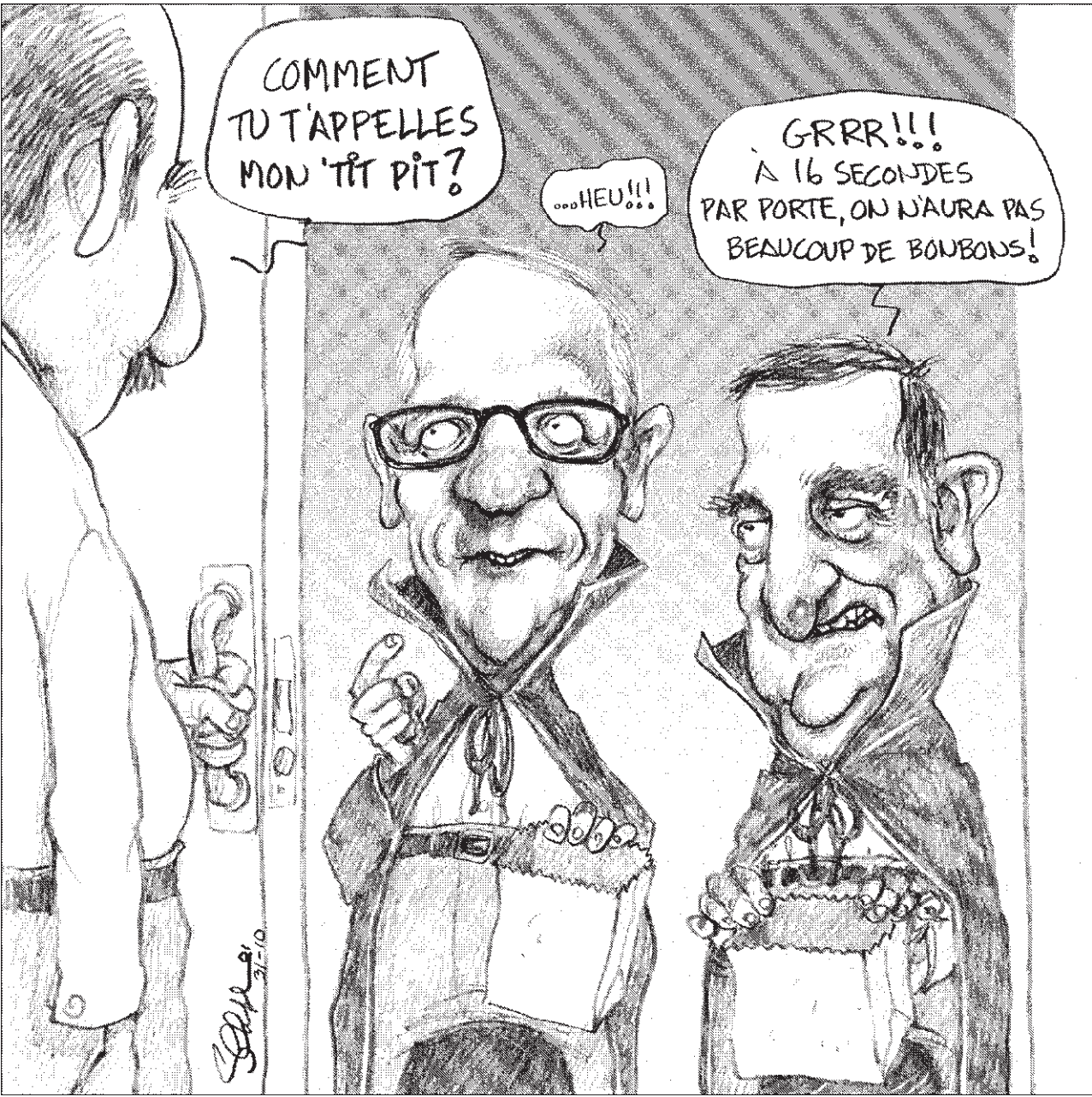
« Une île une ville » réussira seulement si l'administration municipale parvient à convaincre les résidents de la banlieue, et en particulier les Montréalais de langue anglaise, de faire du nouveau Montréal leur Montréal. L'équipe de Gérald Tremblay, en raison de sa composition même et de la personnalité du chef, a de meilleures chances d'y parvenir.

Si, comme c'est probable, M. Tremblay nomme des adversaires des fusions à des postes de responsabilité, ceux-ci deviendront graduellement — du moins, c'est le pari qu'il faut faire — les meilleurs défenseurs de Montréal contre les promoteurs de l'éclatement. Quant à M. Tremblay lui-même, malgré le flou actuel, tout indique qu'une fois élu, il barrera sans hésitation la route aux défusionnistes.

L'Union des citoyens et des citoyennes de l'île de Montréal incarne une essentielle démarche de réconciliation entre les banlieusards et les citadins, entre la gauche et la droite, entre les anglophones et les francophones. C'est avant tout cette démarche que nous appuyons, parce qu'elle est la voie la plus prometteuse de la réussite.

Si le choix des Montréalais se portait plutôt sur Pierre Bourque, la grande ville serait certainement défendue avec une passion incomparable. Mais M. Bourque trouverait contre lui, au conseil municipal, les principaux leaders du mouvement antifusions. Les risques d'affrontements continuels seraient considérables.

Or, la nouvelle ville ne doit pas naître dans le chamaillage, surtout pas le chamaillage linguistique. Au contraire, ses premiers jours doivent permettre de cultiver les alliances qui feront la réussite de Montréal au XXI^e siècle.



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

OPINION

Paquet d'os...

À l'Halloween, c'est le bon temps de se demander pourquoi la vue du squelette humain nous effraie tant ?



PIERRE DESJARDINS
M. Desjardins est auteur et professeur de philosophie.

VOILÀ ESSENTIELLEMENT ce que nous sommes : rien de plus qu'un paquet d'os ! Examinons par exemple notre colonne vertébrale. Qu'a-t-elle de si particulier ? Rien ! En fait, elle est pratiquement identique à celle que nous retrouvons dans la plupart des espèces animales qui nous ont précédés : quelques vertèbres alignées les unes à la suite des autres se terminant par un coccyx (petit reliquat de la queue de nos ancêtres). Et si à cette colonne nous ajoutons quelques chairs, nerfs, muscles et organes parsemés ici et là, nous nous retrouvons devant ce qu'on appelle un être humain. Une magnifique machine, dit-on, mais, encore une fois, pas tellement différente de toutes celles qui l'ont précédée dans l'évolution. Prenons en guise d'exemple le dinosaure : il était, (évidemment en plus gros), fait de la même manière que nous : une boîte crânienne, une série de vertèbres, un estomac, un système digestif et hop... voilà notre dinosaure !

Pourtant, soyons honnêtes, rien ne nous effraie plus que la vue du squelette humain. Pourquoi donc ? Pourquoi cette simple et honorable partie de notre personne devrait-elle nous effrayer à ce point ? Est-ce sa blancheur excessive ou la mort qu'elle représente et suggère ? Pas tout à fait ! Je dirais que c'est plutôt l'image tout à fait insignifiante, pour ne pas dire désopilante, qu'elle projette de nous-mêmes qui nous sidère et nous fait finalement horreur. Comment, se dit-on en effet, un paquet d'os aussi ridicule peut-il être le témoin de la grandeur passée d'un être tel que nous ? Comment cet assemblage presque identique à celui de la plupart des animaux peut-il représenter dignement notre espèce, l'espèce humaine, que l'on croit de loin supérieure à toutes les autres ?

Notre squelette nous apparaît alors comme la partie la plus durable mais aussi, en même temps, comme la partie la plus humiliante et insignifiante de nous-mêmes. Voilà donc tout ce qui restera de nous ! Un ridicule paquet d'os ! C'est à cette triste réalité que nous nous retrouvons violemment confrontés à la vue de tous ces squelettes qui hantent les rues le soir de l'Halloween, ce pourquoi nous essayons alors d'en rire un peu.

Le miroir matinal

Tentons une autre expérience. Tout à fait différente celle-là, mais semblable au niveau de sa conclusion : celle du miroir matinal. Lorsque, par exemple, à la suite d'une trop courte nuit, je me lève très tôt le matin et que, péniblement, je me regarde dans la glace : quel spectacle d'horreur !... Ce que j'y vois n'est en rien compatible avec ce à quoi j'aurais dû normalement m'attendre. Car ce que j'y vois est non pas un être d'apparence supérieure tel un surhomme du genre Superman, ni non plus un esprit magnifique et léger flottant dans l'air, mais une simple bête au visage défilait de chairs et d'os (une face de singe

quoi...). Comment comprendre alors que, derrière ce visage aux traits tirés que j'observe du coin de l'oeil dans la glace, se cache un esprit soi-disant supérieur, un esprit apte à lire et à écrire, de même qu'à comprendre et à faire des calculs et toutes sortes de choses complexes ? Et comment accepter de plus que cette face de singe (qui n'est déjà pas terrible...) ne fera au cours des années que se rider et se dégrader davantage, pour finir morvant et bavant ? N'aurais-je pas eu droit à un peu plus d'égards de Dame Nature quant à ma constitution et mon apparence physique ? Ne devrais-je pas voler dans les airs ou du moins être éternel comme les dieux, après tout, moi qui suis aussi, tout comme eux, un esprit ?

C'est de cette rupture brutale et humiliante entre une raison qui se veut toute puissante et ce corps défaillant que naît un sentiment de profonde injustice : pourquoi l'humain devrait-il être condamné à subir les inconvénients d'une vie terrestre ? Ce sentiment d'absurdité origine de la disjonction frappante qui existe entre l'impression de supériorité que confère à l'humain sa dite puissance intellectuelle et l'état lamentable de son pauvre corps terrestre et mortel.

Je pense que si l'humain a su au cours des siècles, grâce à sa raison, dominer son entourage et se procurer également par son ingéniosité un certain confort et luxe, il n'en demeure pas moins l'être le plus



pour lui, l'un ne va pas sans l'autre.

Aussi, n'ayons donc pas l'outrecuidance de nous donner une importance que nous n'avons pas. L'humain n'est pas supérieur aux autres espèces vivantes. Il possède simplement une conscience d'être légèrement plus développée que celle des animaux. À ce titre, il n'a certes pas à prétendre plus qu'un autre au contrôle de la planète. D'ailleurs, s'il veut survivre, ce n'est pas lui seul qu'il devra tenter de sauvegarder, mais aussi l'ensemble du monde des vivants dont il est issu et dont il demeure, qu'il le veuille ou non, dépendant aussi bien physiquement que psychiquement...

Disons-le : malgré son perfectionnement au niveau biologique, le corps de l'humain ne pèse pas plus lourd dans la balance de la vie que celui de n'importe quel animal, plante, microbe ou virus. Sa constitution biologique reste toujours en état de précarité. Et ce ne sont pas les nouvelles technologies, (applications biomédicales, clonages, aliments transgéniques, etc.), qui vont y changer quelque chose. Au contraire, je pense que de cette place qui est siennée au sein de l'évolution des espèces, l'humain doit savoir modérer ses ambitions de puissance et d'argent en ce domaine, s'il ne veut pas rompre l'équilibre déjà fort fragile existant entre lui et le monde délicat du vivant.

Forum



Un bon projet?



> OUI

Hydro vise le marché de 2005-10, pour lequel il n'y a pas de solution de rechange hydroélectrique

THIERRY VANDAL

L'auteur est président d'Hydro-Québec Production.

L'ANNONCE RÉCENTE du projet de centrale thermique au gaz naturel à Melocheville, près de la centrale de Beauharnois, a soulevé bien des questions. Nous croyons qu'il est utile d'apporter certaines nuances aux commentaires entourant cet important projet.

La première question qui se pose c'est pourquoi pas plutôt développer le potentiel hydroélectrique au Québec? Et bien c'est précisément ce qu'Hydro-Québec s'emploie à faire sans relâche depuis des décennies. Parce que l'hydroélectricité demeure selon nous le meilleur choix pour la production d'électricité à bien des égards: c'est notamment une source renouvelable d'énergie. Les projets hydroélectriques qu'Hydro-Québec développera seront rentables, acceptables du point de vue de l'environnement, et accueillis favorablement par les populations locales. La liste actuelle de tels projets hydroélectriques proposés par Hydro-Québec représente plus de 7,5 milliards d'investissements sur l'horizon des 10 prochaines années.

Le développement hydroélectrique a donc toujours priorité. La réalité du développement hydroélectrique toutefois c'est que les délais de réalisation sont longs. Pour un projet majeur on parle de plus de 10 ans. Les seules études techniques et environnementales et le processus des autorisations, qui résultent des lois et règlements en vigueur, peuvent prendre jusqu'à 5 années, sans garantie que le projet puisse être développé. La conséquence de tels délais c'est que les projets hydroélectriques d'Hydro-Québec qui peuvent être en production d'ici 2010 sont déjà tous connus.

N'aurait-il pas alors suffi de lancer des projets plus tôt? Pas si simple, les autres projets hydroélectriques potentiels de l'entreprise ne rencontrent pas, du moins pas jusqu'à présent, l'une ou l'autre des conditions essentielles de succès: la viabilité économique, l'acceptabilité environnementale et l'accueil favorable du milieu. Cette situation continuera d'évoluer, il y aura d'autres projets hydroélectriques, mais pas pour de la production avant 2010, selon toute vraisemblance.

Pour le thermique c'est très différent: un projet comme celui du Suroît peut être réalisé entièrement en moins de 5 ans, tout en respectant l'ensemble des démarches d'acceptabilité environnementale et, en partenariat avec le milieu. C'est d'ailleurs un des avantages de la filière thermique. La centrale du Suroît vise le marché de la période 2005-10, pour lequel il n'y a tout simplement pas de solution de rechange hydroélectrique acceptable.

Tout le monde est d'accord avec l'idée d'économiser l'énergie. Il s'est d'ailleurs beaucoup fait dans ce domaine au Québec. Reste à en faire plus. C'est beaucoup une question de comportement et de choix individuels: baisser légèrement nos thermostats l'hiver; fermer systématiquement les lumières en quittant une pièce. Tout le monde le sait, mais combien d'entre nous le font de manière durable? C'est aussi beaucoup une question de prix. Les tarifs avantageux d'électricité au Québec, que l'on apprécie, n'incitent pas de manière naturelle à l'économie d'énergie.

Une réalité toute simple c'est que la production d'électricité, sur de longues périodes, augmentera au rythme de la consommation. On ne peut produire s'il n'y a pas de marché, c'est vrai pour l'électricité comme pour tout produit. Hydro-Québec Production n'arrêtera toutefois pas de développer son potentiel de production en misant sur la seule hypothèse qu'il serait mieux que les clients économisent l'électricité. C'est un peu

comme si on demandait, en période de croissance, à un manufacturier particulier de prendre l'initiative d'arrêter d'augmenter sa production parce qu'il serait généralement mieux que les consommateurs réduisent leurs achats et économisent.

Les émissions atmosphériques

Les quantités d'émissions de SO₂, associé aux pluies acides, et de NO_x, associé au smog urbain, pour une centrale comme celle du Suroît seront très, très faibles. La technologie qui sera utilisée représente ce qui se fait de mieux en matière de réduction de ces émissions. La qualité de l'air à proximité de la centrale ne sera pas affectée.

La question du CO₂, un gaz à effet de serre que l'on associe au phénomène de réchauffement de la planète, est différente. En opérant une centrale thermique, il n'est malheureusement pas possible d'éviter l'émission de CO₂. On peut toutefois choisir les combustibles. À l'échelle nord-américaine 50 % de l'électricité est produite à partir du charbon, une source d'énergie qui produit 3 fois plus de CO₂ par kWh d'électricité produite que la centrale du Suroît. La situation des émissions de CO₂ en Amérique du Nord sera tout simplement meilleure si des combustibles moins « lourds » en CO₂ comme le gaz naturel prennent des parts de marché et se substituent au charbon. Le projet du Suroît va dans ce sens.

Quelle place pour l'éolien?

D'abord la réalité. Hydro-Québec est le plus gros acheteur d'énergie éolienne au Canada, l'entreprise ayant contracté à long terme la production du parc éolien Le Nordais à Cap-Chat et Matane, soit environ 100 MW. Beaucoup parlent d'éolien, Hydro-Québec en achète. Il faut savoir aussi que le prix de cette énergie est plus élevé que le tarif résidentiel d'électricité au Québec et que la technologie éolienne au Québec a connu certains problèmes. Ceci étant dit, Hydro-Québec Production est intéressée à acheter, à des conditions raisonnables, de la nouvelle production éolienne.

Il faut toutefois voir et accepter l'énergie éolienne pour ce qu'elle est: une énergie intermittente. Sa production est déterminée par les conditions du vent. S'il ne vente pas le 15 janvier il faut pouvoir compter sur autre chose pour satisfaire la demande.

En avons-nous besoin?

Toutes les indications sont à l'effet que la consommation d'électricité ira en augmentant à l'horizon 2005-2010. Pas de façon spectaculaire, on parle de 1,2 %/année au Québec, mais tout de même

de manière régulière. Une telle croissance, sur le seul marché du Québec, absorbe en trois ans la production d'une centrale comme le Suroît. En périphérie du Québec, avec les interconnexions en place, on a accès à des marchés plusieurs fois la taille du marché interne. Parler du besoin c'est aussi parler de l'opportunité de participer à la croissance du marché de l'ensemble de la région, un choix qu'Hydro-Québec a fait depuis plusieurs décennies et qui profite largement à l'ensemble de la collectivité québécoise, les actionnaires de l'entreprise.

Hydro-Québec Production maintient d'ailleurs depuis de nombreuses années une position de production au Québec qui excède ses engagements sur le marché interne du Québec. C'est une position prudente qui sera maintenue. On continuera d'exporter les « surplus » de manière rentable. Et la sécurité d'alimentation en électricité du marché du Québec demeurera élevée dans la mesure où la production ici excède la demande.

Le projet de centrale thermique au gaz naturel du Suroît est donc un bon projet, qui a sa place au Québec.



> NON

Que ne ferait-on pas pour avoir le droit de polluer?

RICHARD GENDRON

L'auteur est vice-président de l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQC).

EN ANNONÇANT, le 2 octobre dernier, la construction d'une centrale au gaz à Melocheville, Bernard Landry a livré à la population un message clair selon lequel la pollution de l'air ne fait absolument pas partie de ses priorités. Le projet de Melocheville est inutile, coûteux et nuisible et ne prouve qu'une chose: le manque de vision du gouvernement en matière énergétique et environnementale.

Inutile, cette centrale l'est d'abord parce que nous n'avons pas besoin de l'électricité qu'elle produirait. Cela la rend doublement coûteuse: on sait que les « mégawatts », comme on appelle les économies d'énergie, peuvent coûter aussi peu que 2 cents du kWh alors que le coût de production, à la centrale de Melocheville, serait de l'ordre de 6 cents du kWh. Il est clair que si on met de l'avant une réelle politique d'efficacité énergétique, incluant un programme d'encouragement à la rénovation des logements (isolation, nouvelles fenêtres etc.), on n'a pas besoin de la centrale de Melocheville. Si on utilise toutes les possibilités d'économie d'énergie qui coûtent entre 2 et 6 cents du kWh économisé, on peut créer plus d'emplois qu'en construisant la centrale de Melocheville, notamment dans le secteur de la rénovation et ce, partout au Québec. Plus de la moitié de l'énergie consommée dans les bâtiments au Québec peut être conservée, à des prix compétitifs et avec des technologies existantes.

Mais Québec ne veut pas que les Québécois économisent l'électricité. Hydro-Québec est la vache à lait du gouvernement et celui-ci désire voir « sa » société d'État vendre le maximum d'électricité, ici ou aux États-Unis. Oubliez la social-démocratie: tant pis si des gens se retrouvent dans un logement mal isolé et paient une facture d'électricité trop élevée parce que leur propriétaire s'en fout (ce n'est pas lui qui paie la facture) ou parce qu'il n'a pas les moyens d'effectuer les rénovations nécessaires.

Nuisible, le projet de Melocheville l'est de bien des façons. Sur le plan de la sensibilisation du public, par exemple. Comment peut-on espérer sensibiliser les gens aux moyens de réduction des gaz à effet de serre (GES) quand le gouvernement, avec en tête le premier ministre, annonce un

projet de centrale qui augmentera de 3 % les émissions de ces gaz au Québec?

Lorsque le Protocole de Kyoto a été signé, en 1997, le Canada et les provinces ont mis de l'avant un processus fédéral-provincial qui a permis la consultation de milliers de personnes et d'organismes. Québec a également cru bon de mettre en place un processus de consultation. Dans les deux cas, les participants étaient invités à identifier des mesures concrètes pour réduire les émissions de GES.

En rétrospective, ces deux processus avaient un autre point en commun: ils ont été élaborés par des gouvernements peu soucieux de réduire les émissions de GES. Nos gouvernements cherchaient plutôt à gagner du temps pendant qu'ils négociaient le droit de polluer.

Sur la scène canadienne, c'est l'Alberta qui a mené le bal des provinces, insistant sur la prise en compte, dans le Protocole de Kyoto, des « puits » de GES constitués par certaines activités d'aménagement forestier. À Bonn, en juillet dernier, le Canada a ainsi obtenu, en vertu de « ses » forêts, des droits de polluer additionnels. Les provinces, n'en doutons pas, ont immédiatement considéré que ces droits leur appartenaient.

L'Alberta et le Québec en ont rajouté en réclamant qu'Ottawa négocie, sur la scène internationale, pour obtenir des droits de pollution supplémentaires parce que ces deux provinces exportent aux États-Unis une énergie plus propre que le charbon utilisé dans les centrales américaines. Le gaz albertain et l'hydroélectricité québécoise ont ainsi été mis de l'avant comme des solutions aux émissions américaines de GES (la combustion du gaz émet moins de GES que le charbon).

C'est dans le contexte de ces politiqueries qu'il faut situer le projet de Melocheville: Québec et l'Alberta ont décidé de s'unir pour réclamer haut et fort ce qu'ils considèrent comme un droit de polluer qui serait légitime en vertu du fait qu'ils pollueraient moins. Avec le projet de Melocheville, Québec s'associe à l'Alberta en affirmant le « droit » d'utiliser du gaz pour produire de l'électricité exportable aux États-Unis.

Il faut voir que si Ottawa se décide à mettre en oeuvre le Protocole de Kyoto, les droits de polluer pourraient effectivement prendre la forme de permis officiels, échangeables et susceptibles de prendre de la valeur monétaire au fur et à mesure qu'ils seront réduits pour respecter les objectifs de Kyoto. En d'autres termes, pour Québec, c'est maintenant qu'il faut affirmer son droit à polluer car plus tard, il faudrait acheter un tel droit au gros prix dans le cadre d'un système de permis échangeables.

Qu'il est pénible d'assister à ce cirque résultant du manque de vision écologique de nos gouvernements. Qu'il est triste de constater que Québec est incapable de comprendre que le bien de la « nation » ou du « pays » passe d'abord par des économies d'énergie dans des centaines de milliers de foyers québécois.

Le projet de Melocheville nous démontre que Québec veut absolument utiliser ce qu'il considère comme un droit de polluer qui lui serait conféré en vertu de « ses » forêts et de « son » hydroélectricité. Ce que Québec n'a pas compris, c'est qu'on n'a pas besoin de droits de pollution supplémentaires quand on mise sur les économies d'énergie. Ce que Bernard Landry, Jacques Brassard et André Caillé n'ont pas compris, c'est l'ampleur et l'urgence du problème des changements climatiques causés par l'augmentation des GES dans l'atmosphère terrestre.

Mais allez donc expliquer cela à des gamins qui se vantent du clinquant de leur bébelle. Les gamins, on le sait, aiment bien dire qu'ils « ont le droit »...

Un projet coûteux et nuisible qui prouve le manque de vision du gouvernement.



Le président d'Hydro-Québec, André Caillé, le premier ministre Bernard Landry et le ministre des Ressources naturelles, Jacques Brassard, lors de la conférence de presse, au début du mois, pour annoncer la construction de la première centrale au gaz de la société d'État.

Baisse des accidents mortels sur les routes en 2001

Opération policière contre l'alcool au volant jusqu'au 2 décembre

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC – Guy Chevette et la SAAQ croisent les doigts : si la tendance se maintient, plus d'une centaine de morts seront retranchés cette année au bilan routier, le ramenant tout près de la cible de 650 décès que Québec ne pensait atteindre qu'en 2005.

Les experts de la Société de l'assurance automobile du Québec se perdent encore en conjectures sur ce bilan préliminaire fort encourageant : pour les huit premiers mois de 2001, on rapporte 389 décès sur nos routes comparativement à 495 pour la même période l'an dernier, soit 106 de moins.

À Montréal, la police de la CUM rapporte jusqu'à maintenant une chute de 36 % du nombre des accidents mortels.

Le nombre de blessés graves au Québec est par ailleurs passé de 3577 à 3317 en huit mois de 2001. Et celui des blessés légers est en baisse de 4 %. L'an dernier, la route avait fait 765 victimes au Québec, en hausse de 0,4 % par rapport à 1999.

Les données pour septembre ne sont pas encore disponibles, mais à

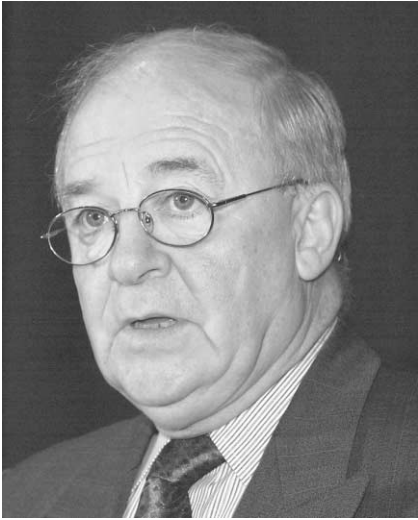


Photo La Presse ©

Guy Chevette

la SAAQ, on note qu'elles augurent très bien.

Alcool au volant

À partir de vendredi et jusqu'au 2 décembre, les services de police du Québec tiendront par ailleurs leur huitième opération à grande échelle depuis 1998 contre l'alcool au volant, un fléau qui touche 2 % des conducteurs tout en étant responsable de 25 % des décès sur les routes.

L'opération culminera le jeudi 15 novembre alors que peu importe la région, les conducteurs risquent de devoir s'arrêter à un barrage rou-

tier. Dans la région de Montréal, une opération spéciale touchera ce soir-là, entre 20h et 22h, la moitié (8) des ponts ceinturant l'île, dont les ponts Jacques-Cartier, Victoria, Viau, Papineau, Pie-IX et LeGardeur. Il s'agit, selon Michel Miron, du SPCUM, de mettre en garde les automobilistes pour la période des 5 à 7 des Fêtes.

Québec encourage de plus cette année les citoyens à dénoncer les conducteurs en état d'ébriété en appelant le 911. « On dit : signalez quelqu'un qui pourrait constituer un danger », explique Guy Chevette. La SAAQ a également expédié aux 8000 propriétaires d'établissements possédant un permis d'alcool un dépliant les invitant à sensibiliser leurs employés et à élaborer des politiques pour empêcher les clients ivres de prendre le volant.

Les gens interceptés aux barrages recevront de plus un feuillet sur les sanctions plus sévères de la loi 38, qui entreront en vigueur en février : suspension de 30 jours du permis au lieu de 15 à la première infraction, et de 90 jours au lieu de 30 pour une récidive etc.

L'amélioration du bilan routier demeure « fragile », et « on ne peut se permettre quelque relâchement que ce soit », souligne le ministre Chevette, qui n'a pas renoncé non plus à ses radars photo (cinémomètres), même si la contestation l'a forcé à repousser le projet.

Terrorisme: Québec songe à doter sa délégation de Paris d'un attaché de police

PAUL ROY
envoyé spécial

PARIS — Québec envisage de doter sa délégation générale de Paris d'un attaché de police, qui serait l'interlocuteur des polices françaises en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme.

C'est le premier ministre Bernard Landry qui en a fait l'annonce hier, au sortir d'un déjeuner privé avec son homologue français, Lionel Jospin, à sa dernière journée d'une visite de travail commencée vendredi à Paris.

« Ce que j'ai proposé aujourd'hui, c'est une coopération francophone, donc multilatérale, en matière de sécurité », a répondu M. Landry à un journaliste, ajoutant que M. Jospin avait accepté d'examiner l'intérêt que susciterait une éventuelle Conférence technique sur la sécurité au sein de la francophonie. « Mais le bilatéral (avec la France) continue », a-t-il ajouté.

— Est-ce que ça pourrait aller jusqu'à une coopération policière ?

— C'est déjà commencé, et ça pourrait aller jusqu'à la présence d'un attaché de police à la délégation générale de Paris.

— Comme il y en a dans les ambassades ?

— Oui, et qui ferait la coordination entre les services français et les services québécois de sécurité.

M. Landry signale que ce serait au gouvernement français de déterminer qui, des CRS ou de la Gendarmerie française, serait l'interlocuteur d'un tel attaché de police québécois, qui serait forcément un policier de la Sûreté du Québec.

— Ce type de responsabilité n'en est-il pas un de juridiction fédérale ?

— La SQ a ses responsabilités territoriales pour tout ce qui touche au crime et au code pénal, ce qui inclut bien sûr le terrorisme.

Le premier ministre explique également qu'un tel attaché de police ne ferait pas double emploi avec son homologue de l'ambassade canadienne, puisque contrairement à la situation dans d'autres provinces, « la présence policière fédérale est marginale au Québec ».

M. Landry n'a par ailleurs pas voulu commenter le fait que des magistrats français se soient plaints récemment du manque de collaboration canadienne en matière de lutte contre le terrorisme. « Je n'ai pas la connaissance technique pour juger de ça. » Mais il a annoncé que le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, participera à Paris, du 20 au 23 novembre prochains, au 12^e Milipol, un salon mondial de sécurité intérieure des États.

La question du 11 septembre a souvent été au coeur de cette visite de six jours du premier ministre québécois à Paris.

Du champagne pour les 40 ans des retrouvailles franco-québécoises

PAUL ROY
envoyé spécial

PARIS — En 1961, le Québec produisait quatre variétés de fromage. Aujourd'hui, il en produit 300.

Bernard Landry s'est servi de cette image, hier, pour montrer le chemin parcouru par le Québec depuis l'inauguration, le 5 octobre 1961, de la Maison du Québec à Paris, devenue quelques années plus tard la délégation générale du Québec à Paris.

« Les moindres détails de notre vie ont été changés », a affirmé le premier ministre du Québec à un parterre de quelques centaines de Français et de Québécois, carton d'invitation dans une main, coupe de champagne dans l'autre, venus célébrer le 40^e anniversaire de ces retrouvailles franco-québécoises.

Des retrouvailles, a dit M. Landry, qui ont « donné naissance au flot de coopération probablement le plus complet, le plus universel, que deux peuples distincts aient jamais établi entre eux ».

Coopération économique, scientifique, culturelle... « en peu de temps, l'ensemble de notre vie collective en a été transformé ».

Louise Beaudoin, ministre d'État aux Relations internationales et ex-déléguée générale à Paris, a parlé d'« une histoire de passion, d'émotion », à la base des relations entre la France et le Québec.

C'est Jean Lesage, alors premier ministre du Québec, qui était venu inaugurer la Maison du Québec, le 5 octobre 1961. Dans un toast qu'il lui avait porté, le général de Gaulle avait dit : « Il n'y a pas de temps écoulé qui ait pu effacer de l'esprit et du coeur de la France la pensée et la nostalgie de ceux de ses enfants qu'elle avait laissés là-bas voici tantôt deux cents ans. »

En 1964, la Maison du Québec changera de statut et se verra accorder tous les privilèges et immunités accordés aux ambassades étrangères.

Hier, lors de la présentation d'un film retraçant l'histoire de ces retrouvailles et les 40 ans écoulés depuis, des invités ont applaudi en réentendant le général de Gaulle redire, du balcon de l'hôtel de ville de Montréal : « Vive le Québec ! Vive le Québec... libre ! »

La célébration s'est ensuite transformée en spectacle en bonne et due forme avec la participation d'artistes français et québécois dont Yves Duteil, Patrick Fiori, Jorane, Florent Volland, Luck Mervil et Garou.

Quant au premier ministre, il rentre à Québec aujourd'hui après six jours passés à Paris, au cours desquels il a rencontré le président Jacques Chirac, le premier ministre Lionel Jospin, le maire de Paris Bertrand Delanoë, le secrétaire général de la francophonie Boutros Boutros-Ghali, des députés, des ministres, des sénateurs et plusieurs dizaines de gens d'affaires, en plus d'accorder des entrevues à la plupart des principaux médias. Demain, il assistera à la présentation du budget de Pauline Marois.

Interrogé hier au sujet de grands travaux routiers envisagés par son gouvernement, il s'est contenté de répondre : « J'écouterai comme vous le discours du budget... »